

doc  
CA1  
EA  
91S51  
FRE

.b2412498(F)

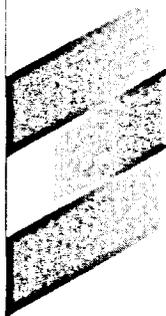
# LE SOMMET DE CHAILLOT

Paris, France

19 au 21 novembre 1991

REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada



Canada

# REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE

43-261-781

Cette revue de presse électronique contient la majorité des entrevues faites à l'occasion du Sommet de la Francophonie. Dans la **Revue de presse écrite**, vous trouverez de nombreux articles tirés de journaux et de certaines revues.

Nous espérons que cet ouvrage vous sera grandement utile.

NON - CIRCULER  
CONSULTER SUR PL.

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

FEB 20 1992

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

# REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE

ACTIVITÉS	LIEUX	PARTICIPANTS	PAGES
<b>18 novembre 1991</b>			
A. CONFÉRENCE DE PRESSE	Paris	M. Mulroney, M. Bourassa, M. MacKenna	2-17
B. SCRUM	Paris	M. Bourassa	18-24
<b>19 novembre 1991</b>			
C. BRIEFING	Paris	M. Lortie	61-95
<b>20 novembre 1991</b>			
D. INTERVIEW	Paris	M. Mulroney	25-38
E. SCRUM	Paris	M. Mulroney M. Aristide	39-46
F. INTERVIEW	Paris	M. Mulroney	47-95
G. BRIEFING	Paris	M. Lortie	96-116
<b>21 novembre 1991</b>			
H. CONFÉRENCE DE PRESSE		M. Mulroney	117-138
I. SCRUM		Mme McDougall	139-159

A. CONFÉRENCE DE PRESSE

M. Mulroney,  
M. Bourassa,  
M. MacKenna.

IFX/IMH/URD/URE/BPF/RWD/RWR/RWN

## M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTD.

80 QUEEN STREET • SUITE 600 • OTTAWA K1P 5Y7 — (613) 236-4695 — FAX (613) 236-3370

PROGRAM:  
EMISSION:

CONFERENCE DE PRESSE

DATE:  
DATE:

LE 18 NOVEMBRE 1991

NETWORK / STATION:  
RESEAU / STATION:

PARIS

TIME:  
HEURE:RECU / RECEIVED  
AFFAIRES EXTERIEURES  
EXTERNAL AFFAIRSPM MULRONEY - BOURASSA - MCKENNA

NOV 20 1991

BRIAN MULRONEY: Le Sommet débute demain matin. Il s'agissait ~~de~~ <sup>de</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> tour d'horizon pour passer en revue les intérêts canadiens entre guillemets, et de voir avec nos Sherpas la présentation du sommet lui-même. Alors, c'était excellent et je pense que c'est aussi l'impression de M. Bourassa et M. McKenna. Ca nous ferait plaisir de répondre à vos questions.

Q: J'aurais juste une question en fait...si vous permettez que je (inaudible)...tout d'abord au premier ministre Bourassa. M. Bourassa, on nous a dit que le Parlement européen s'apprêtait à voter une résolution condamnant le développement de Grande-Baleine. Ce serait la deuxième fois en moins d'un an que Québec serait condamné par le Parlement européen. Est-ce que vous avez eu vent de cette histoire et quels sont vos commentaires puisque Mme Bacon nous a demandé de s'adresser à vous pour commenter.

ROBERT BOURASSA: Oui, mais je vais prendre connaissance de la résolution d'abord. La première fois, c'est à

.. 2 -

l'occasion de la crise autochtone. Si vous regardez la résolution qui a été votée et le rapport du comité qui a fait enquête sur la crise, vous allez voir que les conclusions ne sont pas les mêmes. C'est-à-dire qu'aussitôt qu'on a enquêté objectivement sur les faits, on a modifié le point de vue. Pour ce qui a trait à Grande-Baleine, M. St-Louis, je ne suis pas pour vous répéter aujourd'hui tous les arguments que j'ai soutenus très souvent. Nous discuterons au Sommet de l'environnement, possiblement demain, certainement mercredi. D'ici ce temps-là, je ne serai plus tellement informé sur la procédure suivie au Parlement européen. Est-ce qu'on a déposé la résolution, est-ce qu'elle a été votée, est-ce qu'il est prévu qu'elle sera discutée demain ou après-demain? Mais soyez rassurés, vous aurez des commentaires de ma part, bien sûr.

Q: ...ces arguments-là, M. le premier ministre, vous n'aurez pas l'intention de les développer à travers le monde, à l'échelle internationale. Parce que là, les condamnations viennent de partout. Il y a Lucien Bouchard qui vous suggère d'aller l'expliquer au Parlement européen à Strasbourg.

BOURASSA: Si vous permettez, je vais me passer des conseils de Lucien Bouchard. J'ai eu l'occasion de donner mon point de vue à cet égard là et vraisemblablement, si c'est discuté demain, j'aurai l'occasion de le faire au niveau international. Quant à moi, il n'y a pas de dossier où je me sens plus à l'aise pour défendre le Québec, dans la recherche de la protection de l'environnement, que dans celui de la Grande-Baleine. On a la chance au Québec d'avoir une énergie

- 3 -

écologique. Comment peut-on sérieusement condamner la seule forme d'énergie écologique qu'on puisse connaître dans le monde? Vous en avez assez pour aujourd'hui?

Q: Si je peux me permettre une petite question supplémentaire là-dessus. Je me rappelle que vous disiez que votre présence, M. Bourassa, dans les sommets internationaux, affirmer dans une certaine mesure la souveraineté du Québec; M. Mulroney, est-ce que vous ne pensez pas que la mollesse dont vous avez fait preuve avec les protestations des Indiens cris de la Baie-James contre le projet, encourage les Européens à faire pareil? Est-ce que le fédéral lui-même n'est pas un peu coupable d'encourager tout le monde finalement, à dire n'importe quoi sur la Baie-James.

MULRONEY: Je ne suis pas du tout ce que vous dites. Quelle mollesse au sujet de la Baie-James?

Q: Vous financez les protestations des Indiens contre la Baie-James dans cette mesure, votre gouvernement...

MULRONEY: Non, mais je vous demande pardon. On ne finance pas les protestations des Indiens de la Baie-James. On finance des projets comme le gouvernement du Québec. On finance les projets autochtones. Je ne peux pas répondre à votre question, M. Vastel, parce que je ne peux nullement accepter les prémices. Le gouvernement fédéral collabore activement avec le gouvernement du Québec dans le développement d'un grand nombre de projets. Puis, on essaie de

- 4 -

faire avancer les intérêts du développement du gouvernement du Québec. Alors, si un Parlement de l'Europe... faut pas s'énerver avec ça, il ne faut pas dramatiser, M. St-Louis. Passent des résolutions dans un Parlement de l'Europe, tant mieux ou tant pis, selon les circonstances.

Moi, j'ai assez de difficulté à m'occuper de mes propres problèmes en Europe, sans donner des conseils à d'autres. Ce serait peut-être un bon conseil pour le Conseil de l'Europe ou pour le Parlement de Strasbourg. Qu'ils se mêlent de leurs affaires et nous-autres, on va s'occuper des nôtres. Je pense que c'est un conseil sage pour nous tous.

Q: Si je peux me permettre une très courte dernière supplémentaire, en tant que Québécois, vous l'avez dit ce midi à la Chambre de commerce de France-Canada. En tant que Québécois, est-ce que vous ne pensez pas qu'il s'est dit assez de bêtises sur la Baie-James, M. Mulroney?

MULRONEY: Il se dit des bêtises sur toutes sortes de choses; même sur mon gouvernement. Alors, qu'est-ce que vous voulez, on vit en démocratie, on ne peut pas empêcher les adversaires d'un projet ou d'un gouvernement de s'acharner contre nous ou contre des projets. C'est la vie. Et je viens de dire à M. Bourassa qu'avant de venir ici, j'ai vu une sottise à CNN au sujet de la Baie-James, au sujet de la Grande-Balaine, où on est en train de dénigrer les efforts tout à fait légitimes du gouvernement du Québec dans ce domaine. Mais que peut-on faire, empêcher CNN de le faire? Non, il faut procéder avec l'action gouvernementale, soit au niveau provincial ou fédéral dans les

5 -

intérêts nationaux ou les intérêts du gouvernement du Québec. C'est ça que nous allons faire. On ne peut pas s'arrêter à des commentaires de cette nature. Qu'est-ce que vous voulez, il y en a tant, on ne peut pas le faire.

BOURASSA: Oui, sur la résolution, je n'ai pas été informé que c'était pour être déposé pour discussion. Alors je pense bien que demain on se verra ou mercredi également. On aura l'occasion de commenter davantage. Mais tout ce qu'on m'a dit, c'est qu'il était question qu'on dépose une résolution, on ne manquera pas d'argument pour y répondre.

Q: M. Bourassa ou M. Mulroney, depuis plusieurs mois on discute entre la France d'un côté et le Québec, le Canada de l'autre, sur la réforme des institutions de la Francophonie. Le rôle de la société, le rôle des organismes non gouvernementaux, sans qu'apparemment, on arrive à s'entendre. Est-ce que vous pourriez ce soir faire le point là-dessus?

MULRONEY: Il y a une rencontre, on nous dit, des Sherpas nous ont mentionné tantôt qu'il y a une rencontre qui doit être ministérielle je pense, qui doit commencer à 10 h 30 pour faire le point justement sur le problème de l'organisation, les problèmes des structures de la Francophonie. Je pense que la position canadienne c'est que nous voulons tout simplement que ça fonctionne. On veut qu'il y ait un secrétariat général qui marche et que la Francophonie fonctionne de façon assez efficace, c'est tout. Et c'est un peu les intérêts de la position

- 6 -

du Québec et la position du gouvernement du Canada et le Nouveau-Brunswick, qui a été mise de l'avant par nos Sherpas.

Q: ...comment expliquez-vous qu'il y ait mécontente comme ça?

MULRONEY: Ca arrive tout le temps, c'est normal, ça arrive dans les organisations internationales, des prises de position, des perceptions différentes, c'est tout.

Q: I imagine, though, the (inaudible)... preview of fairly key players in the last constitutional round, whether you've used this meeting to discuss the progress of the 28 points so far, whether that was raised at all on the eve of this meeting?

MULRONEY: No, we haven't, Peter. It didn't come up. We were...we agreed to get together to talk about tomorrow's agenda and the structure of this particular meeting. It probably will happen that we'll have an opportunity to have a chat about it in the course of the next two or three days, but it didn't come up tonight.

Q: M. le Premier ministre, est-ce que vous avez discuté ensemble des questions domestiques aussi au Canada, notamment par exemple, je sais que M. McKenna était venu ici avec cette idée aussi de pouvoir discuter des questions domestiques, comme la Trans-canadienne, la (inaudible)...pour le Nouveau-Brunswick mais aussi, ce qui m'intéresse c'est aussi le dossier constitutionnel. Je ne sais

pas si vous avez abordé cette question-là du tout.

MULRONEY: Ca n'a pas été soulevé encore quoiqu'avant notre départ M. McKenna et moi nous sommes parlés et on c'est dit que nous allions trouver le temps dans les prochains jours pour justement discuter de nos relations bilatérales, les problèmes que nous avons en commun. Mais à date, on ne l'a pas fait.

Q: Prime Minister, are you going to pursue here the question of human rights and linkage with aid as you did in Harare? Are you likely to do better here on the subject of linkage?

MULRONEY: I...

Q: Do you have the support of Mr. Bourassa and Mr. McKenna on this issue?

MULRONEY: I doubt that we'll do much better, but that's irrelevant. The important thing is the statement of our position and our desire to pursue it. We're not asking anybody else to endorse our position. I never asked anybody in Harare to endorse our position. This is a position of the Government of Canada, which involves the money of the taxpayers of Canada, and how we decide to spend it is our business. We believe that this is in the national interests, that it be pursued that way, and so, we're going to try and discuss it the same way, Joe, as we did in Harare.

- 8 -

If others subscribe to that point of view, so much the better, but we're not going out looking for people to come forward and endorse our position. In any case, it's really not our position. We're not the first ones to be out with this kind of point of view. It's a legitimate point of view that's been around for awhile. I think it's also the general approach of the Government of Quebec and the Government of New Brunswick, but I would...they can obviously speak for themselves.

Q: Est-ce que c'est toujours votre intention, M. Mulroney de faire en sorte qu'à ce sommet-ci, vous obteniez beaucoup d'appui, un appui solide sur cette idée de lier l'aide internationale ou l'aide au développement avec la démocratisation? Dans ce sommet-ci, je parle.

MULRONEY: Ecoutez, vous avez dans ce sommet-ci trois ou quatre pays donateurs. La balance, ce sont des pays qui reçoivent de l'aide. Il y en a deux ou trois qui donnent de l'aide; la France, le Canada, la Belgique, la Suisse, et puis ça s'arrête là à peu près. Alors la balance, les 35 ou 40 autres, reçoivent de l'aide. Alors, c'est pas une campagne énorme pour recevoir l'appui des pays industrialisés, soit qu'ils partagent ce point de vue ou pas. Mais on est pas en train activement de solliciter l'appui de la France ou un pays comme la Belgique pour notre point de vue. Mais on verra s'ils décident d'appuyer cette thèse générale.

Q: M. Mulroney, la France (inaudible)... avec les pays

- 9 -

africains a suggéré l'idée d'accorder aux pays une prime à la démocratisation. Est-ce que vous seriez d'accord avec cette formule d'accorder une prime aux pays qui sont en voie de se démocratiser?

MULRONEY: C'est exactement le corollaire de notre position. C'était précisément le corollaire de cette réalité que j'ai annoncé en Afrique.

Q: Donc, la France et le Canada sont d'accord pour ce sujet, il n'y a pas de problème. Vous pourriez arriver avec la proposition (inaudible), elle serait acceptée.

MULRONEY: Pas nécessairement, vous me posez une autre question là. Je vous dis que la conséquence de notre position est déjà établie. La conséquence est fatale; c'est justement que l'on dispose de mon temps supplémentaire pour des pays qui consacrent leurs efforts en faveur des droits de la personne.

Q: Premier Bourassa, can I take you back to Great Whale? Aren't you concerned that this resolution of the European Parliament is going to further degrade the reputation of Quebec in international markets?

BOURASSA: I don't think so. I met a few months ago commissioner of Britain(?), the Executive Commission, and I discussed about those resolutions, which are coming from time to time, and (inaudible) or Brussels, and he was not aware of many of them. So I

- 8 -

If others subscribe to that point of view, so much the better, but we're not going out looking for people to come forward and endorse our position. In any case, it's really not our position. We're not the first ones to be out with this kind of point of view. It's a legitimate point of view that's been around for awhile. I think it's also the general approach of the Government of Quebec and the Government of New Brunswick, but I would...they can obviously speak for themselves.

Q: Est-ce que c'est toujours votre intention, M. Mulroney de faire en sorte qu'à ce sommet-ci, vous obteniez beaucoup d'appui, un appui solide sur cette idée de lier l'aide internationale ou l'aide au développement avec la démocratisation? Dans ce sommet-ci, je parle.

MULRONEY: Ecoutez, vous avez dans ce sommet-ci trois ou quatre pays donateurs. La balance, ce sont des pays qui reçoivent de l'aide. Il y en a deux ou trois qui donnent de l'aide; la France, le Canada, la Belgique, la Suisse, et puis ça s'arrête là à peu près. Alors la balance, les 35 ou 40 autres, reçoivent de l'aide. Alors, c'est pas une campagne énorme pour recevoir l'appui des pays industrialisés, soit qu'ils partagent ce point de vue ou pas. Mais on est pas en train activement de solliciter l'appui de la France ou un pays comme la Belgique pour notre point de vue. Mais on verra s'ils décident d'appuyer cette thèse générale.

Q: M. Mulroney, la France (inaudible)... avec les pays

- 9 -

africains a suggéré l'idée d'accorder aux pays une prime à la démocratisation. Est-ce que vous seriez d'accord avec cette formule d'accorder une prime aux pays qui sont en voie de se démocratiser?

MULRONEY: C'est exactement le corollaire de notre position. C'était précisément le corollaire de cette réalité que j'ai annoncé en Afrique.

Q: Donc, la France et le Canada sont d'accord pour ce sujet, il n'y a pas de problème. Vous pourriez arriver avec la proposition (inaudible), elle serait acceptée.

MULRONEY: Pas nécessairement, vous me posez une autre question là. Je vous dis que la conséquence de notre position est déjà établie. La conséquence est fatale; c'est justement que l'on dispose de mon temps supplémentaire pour des pays qui consacrent leurs efforts en faveur des droits de la personne.

Q: Premier Bourassa, can I take you back to Great Whale? Aren't you concerned that this resolution of the European Parliament is going to further degrade the reputation of Quebec in international markets?

BOURASSA: I don't think so. I met a few months ago commissioner of Britain(?), the Executive Commission, and I discussed about those resolutions, which are coming from time to time, and (inaudible) or Brussels, and he was not aware of many of them. So I

- 10 -

would say that the impact of such resolution, if the resolution is not serious in itself, is not important. I'm not worried about that. I have not the slightest indication that the financial circles could be influenced by that. Also, politically, I said, in the case of New York, the reason why they postponed the signature of the contract was due to a reduction of demand. As I said in French a few moments ago, it's one of the greatest assets of Quebec to be able to come with ecological energy, with hydroelectricity. So, I think it's...I would be very surprised that such a resolution will have a lot of (inaudible). I believe strongly that it will have no credibility on the face of it.

Q: But sir, isn't it embarrassing to have to come up with a (inaudible) on such a premise?

BOURASSA: Not...I don't feel embarrassed at all. On the...on the contrary, this will give me, if it is discussed, this will give me the occasion to come with facts and to come with the truth about the situation. As I said very often, that it's very easy to defend that, if you compare with alternatives. So, it's not embarrassing at all. It's providing the occasion for Quebec and others to defend what is extremely easy to defend.

Q: When you say you're going to come forward, sir, with the facts, when you say you're going to come forward with the facts, does that mean that you intend to go before the European Parliament?

//

- 11 -

BOURASSA: No, I said if that ...(technical trouble)... will be discussed tomorrow or Wednesday, because the question was, whether it was embarrassing for Quebec to have Great Whale discussed. I said, not at all, because, I think this is an example of clean energy, low-cost energy and renewable energy. You know, I have only to quote the Brundtland report. The Brundtland report is considered by all interested people as the Bible of ecology, and the Brundtland report is saying, clearly, that hydroelectricity is the best form of energy. So I think that will give us an occasion to re-establish the truth.

Q: J'ai une question pour M. McKenna.

MCKENNA: Oui, bien sûr.

Q: Essentiellement, M. McKenna, si le sommet de demain, à partir de demain, vos objectifs c'était évidemment de venir à ce sommet-ci avec certains projets précis sur le plan multilatéral, mais vous placiez autant d'importance sur le bilatéral. Est-ce que vous avez réussi à entrer en communication ou faire quelque chose auprès des autres pays pour faire avancer finalement les dossiers dont vous nous aviez parlés à Fredericton?

MCKENNA: Certainement, nous avons plusieurs objectifs pour faire valoriser les Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, ça c'est important. Mais aussi les objectifs bilatéraux et nous espérons avoir un dialogue avec quelques pays qui sont

présents pour utiliser cette chance de voir s'il y a une opportunité pour nous autres, de la province du Nouveau-Brunswick, et aussi sur la scène nationale, une chance de discuter quelques questions importantes. Mais en général, nos objectifs sont très divers.

Q: Est-ce que je peux me permettre une question supplémentaire...

Q: Une sous-question s'il vous plait là-dessus. Le Parti officiel de l'Opposition au Nouveau-Brunswick ne semble pas croire que la participation du Nouveau-Brunswick est importante dans ce sommet. Qu'est-ce que vous leur répondez?

MCKENNA: A mon avis c'est très important, parce que le Nouveau-Brunswick est une province bilingue. C'est une province très spéciale et nous sommes ici comme participant et pour nos Acadiens et Acadiennes, c'est très important du point de vue symbolique et c'est très important aussi parce que nous avons une chance de développer les liens avec les autres pays et d'améliorer notre économie et d'améliorer l'économie des autres pays, ça c'est possible. Et pour nous autres, dans la province du Nouveau-Brunswick, ça c'est un rôle très spécial et moi je suis très fier de représenter l'intérêt des Néo-Brunswickois ici.

Q: Quand on parlait tout à l'heure de la Trans-canadienne et l'importance de la Trans-canadienne au Nouveau-Brunswick par rapport à la Baie-James au Québec, vous avez dit, M. Mulroney, on va trouver le temps avec M. McKenna de discuter les

- 13 -

questions bilatérales. Est-ce que vous avez trouvé le même temps pour discuter des questions bilatérales avec M. Bourassa et plus généralement, est-ce que vous ne pensez pas que c'est votre rôle en tant que Premier ministre du Canada, the Senior of government, de vous assurer que justement, il n'y ait pas des bavures comme ça et que vous défendez les intérêts des provinces qui sont avec vous?

MULRONEY: Qu'est-ce que vous dites, Michel, qu'est-ce que vous dites?

Q: J'essaie de vous faire dire, M. Mulroney qu'en tant que Québécois, vous êtes tanné d'entendre ce qu'on entend dire sur la Baie-James.

MULRONEY: Mais monsieur...et puis après, je suis tanné...je suis tanné, puis arrêtez ça! Non, mais Michel, ce qui est plus important c'est par exemple les instructions que nous avons données à l'ambassadeur Smith la semaine dernière en ce qui concerne la résolution embryonnaire qui circulait à Bruxelles au sujet de la Baie-James, bourrées d'erreurs et d'impressions et de faussetés. On lui a donné des instructions de porter, de corriger et de porter les faits à l'intention des autorités de l'Europe. Ça, c'est un travail constructif qu'on peut faire. Mais bien sûr, écoutez, on entend à Paris des individus dire que le Canada est un pays invivable. Le Canada est inacceptable sauf qu'on va se servir de votre monnaie. Le Canada, c'est un pays inacceptable, sauf qu'on accepte vos passeports. Le Canada est un pays inacceptable, sauf qu'on accepte votre citoyenneté, et j'en

- 14 -

passé. Oui, mais c'est des critiques que l'on entend au Canada à tous les jours; pas de l'extérieur. On ne parle pas d'une situation pénible au Québec. Il y a des citoyens du Québec qui disent que le Canada c'est un pays inacceptable. Ça, c'est faux, ça. Ça c'est faux mais je ne peux pas... je suis ici pour défendre les intérêts du Canada au Sommet de la Francophonie. Pas pour riposter à chaque critique au sujet du Nouveau-Brunswick, de la Baie-James ou de la Grande-Baleine. On va le faire si... comme M. Bourassa l'a dit, si la résolution vient devant le Sommet de la Francophonie, ou même à l'extérieur du Sommet de la Francophonie.

Soyez sans crainte, nous allons défendre vigoureusement les intérêts du Canada et du Québec. Mais en attendant, mon gouvernement a pris toutes les dispositions à Bruxelles et au Parlement de Strasbourg pour corriger les erreurs et de présenter de notre mieux la situation telle que M. Bourra vient tout juste de la décrire.

Je pense Michel que tu serais d'accord, que vous seriez peut-être d'accord avec moi pour dire que si on essayait d'anticiper toutes les critiques et tous les commentaires négatifs ou péjoratifs contre le Canada ou une province ou même un gouvernement canadien, que ça prendrait beaucoup de notre temps.

Q: ...si je peux me permettre M. Bourassa, il est clair que le gouvernement du Canada savait (inaudible). M. Mulroney a donné des instructions à Gordon Smith et vous voulez dire à M. St-Louis que vous étiez pas au courant.

BOURASSA: Non, non, d'abord, vous avez parlé de M. Mulroney comme

- 15 -

chef d'un Senior government. J'espère que vous impliquiez pas que les autres, c'est des Junior government. Non, je vous dis...constamment, constamment, que ce soit...souvenez-vous des années 70. Je veux dire pour la Baie-James, j'ai beaucoup de respect pour les écologistes mais j'ai cité le rapport Franklin. On sait tout ce qu'on a dit au Parlement européen sur les bébés phoques. Il fallait mettre fin aux bébés phoques, quelqu'en soient les conséquences pour les trappeurs ou le mode de vie des trappeurs. Et là, on renverse complètement (inaudible), on dit il faut protéger les chasseurs puis les trappeurs de la Baie-James. Donc, il ne faut pas construire de barrages à la Baie-James.

Alors dans un cas, on se foutait des trappeurs puis là, il faut protéger les trappeurs. Alors, demandez-moi pas de passer un temps considérable à essayer de concilier ces attitudes contradictoires qui s'expriment par différentes résolutions. Moi, ce qui me rassure, c'est que nous avons, comme je vous disais tantôt, nous avons le grand privilège au Québec de pouvoir fournir aux Québécois et à nos voisins l'énergie la plus propre du monde et celle qui coûte le moins cher, tout en étant renouvelable. C'est ça la vérité. Le reste, c'est du bavardage.

Q: Prime Minister, can you tell us in English what the federal government is going to do to try to counter this negative publicity that'll be generated by the draft resolution that will be presented at...

MULRONEY: Well, lookit, why don't you wait and see if the draft

16 -

resolution is presented. There are draft resolutions floating around all over the place, on just about every single thing. You know, we're here to do a job. If a draft resolution becomes a concrete resolution, it comes forward and it contains erroneous information, false or damaging information that involves Canada, the Province of New Brunswick or the Province of Quebec; we'll deal with it very vigorously, we'll demolish it, and we'll be out on the street corners decrying it. But until it happens, I wouldn't lose too much sleep over it. Let's wait and see what happens. If it comes before the Summit or it becomes before us while we're here, we'll deal with it right away. I, and I think we ought not to lose too much sleep over it, until then. Okay.

NON-IDENTIFIÉ: Thank you very much.

NON-IDENTIFIÉ: Sleep well.

\*\*\*\*\*

B. SCRUM

M. Bourassa

11/18/91

17:48

FMO PRESS OFFICE

NO. 876

P022/014

NOV 18 '91 17:35

P02

RECU / RECEIVED  
AFFAIRES EXTÉRIEURES  
EXTERNAL AFFAIRS

11/18

16:33

NO. 306

IFX/JFX

- 1 -

NOV 20 1991

IFX

**M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTD.**

60 QUEEN STREET • SUITE 600 • OTTAWA K1P 5Y7 — (613) 238-4895 — FAX (613) 238-3370

PROGRAM: EMISSION:	SCRUM	DATE: DATE:	NOVEMBER 18, 1991
NETWORK / STATION: RESEAU / STATION:	PARIS	TIME: HEURE:	-----

BOURASSA SCRUM

(MAUVAISE QUALITE SONORE)

ROBERT BOURASSA: Comme vous le savez, c'est la tradition pour les chefs politiques de ne pas commenter les événements de l'intérieur, mais il n'y a pas de doute que M. Mitterrand suit avec beaucoup d'intérêt la situation canadienne.

Q: Vous en avez donc parlé.

BOURASSA: Oui, on en a parlé.

Q: Et qu'est-ce qui ressort avec (inaudible)...

BOURASSA: Moi, je ne peux pas...ce qu'on pourrait dire c'est que le président est bien informé. Mais je ne peux certainement pas interpréter publiquement (inaudible)...c'est qu'il a beaucoup d'attachements pour le Québec.

18

NOV 18 '91 17:35

P03

.. 2 ..

Q: Est-ce que vous avez parlé du Sommet de la francophonie?

BOURASSA: Oui, on en a parlé, on doit se revoir demain et après-demain. (Inaudible)...de toute façon, c'est la Francophonie en général, c'est un peu grâce...le président et le gouvernement français avaient joué un rôle très important qui a trait à la mission du Québec, comme gouvernement distinct. On en avait discuté pendant des années et des années. Et que grâce à l'intervention de la France et à l'entente avec le gouvernement canadien, on a pu participer comme gouvernement distinct en 86-87, 89 et 91.

Q: ...pour des sujets particuliers ou si on connaît qu'Ottawa finalement qui (inaudible)...

BOURASSA: Sur, bien, je veux dire sur la question d'Haïti, je crois que je vais rencontrer M. Aristide et (inaudible) le règlement du gouvernement canadien. Mais il n'y a pas de différence fondamentale. Je ne vois pas pourquoi on en créerait simplement pour paraître distinct et faire plaisir à (inaudible)...

Q: Mais (inaudible)...M. Aristide lorsqu'il viendra à Montréal, M. Bourassa, dans les prochaines semaines, sa visite à Ottawa.

BOURASSA: Je dois vous dire que je vais le rencontrer très probablement d'abord à Paris et on verra par la suite.

NOU 18 '91 17:36

P04

11/18/91 16:34

NO. 306

P004/014

- 3 -

(Inaudible)...voir une première fois avant de...

Q: Qu'est-ce que le Québec, qui n'a pas de pouvoir en lui-même, (inaudible)...peut faire par exemple pour contribuer à la démocratisation de certains pays? On parle d'Haïti, on parle...qu'est-ce qu'il peut faire concrètement (inaudible)...

BOURASSA: C'est pas exact de dire qu'on a aucun pouvoir dans les relations internationales. J'ai rencontré le président de la République dans un tête-à-tête pour la première fois et nous avons comme vous savez, des délégations à l'extérieur qui offraient (inaudible) commerciales et (inaudible). Mais le Québec peut jouer, si je me réfère aux trois derniers Sommets, le Québec était intervenu par exemple dans le cas d'un fonds de reconstruction pour le Liban, je vous donne des exemples, pour la question d'endettement du Tiers-Monde, sur la question de l'environnement. Et maintenant alors, bon, il y a la question des droits de l'homme. Je vais rencontrer M. Mulroney qui sera probablement là...

Q: Mais quel est le principal apport du Québec dans ce Sommet de la Francophonie? Sur quoi le Québec va-t-il...

BOURASSA: Je vais voir M. Mulroney tantôt, M. Bédard, on va certainement parler de la question des droits de l'homme. On verra dans quelle...il y a différentes options qui sont examinées actuellement et on doit se concerter en soirée.

NOV 18 '91 17:37

P05

- 4 -

Q: Mais vous, en tant que premier ministre du Québec, est-ce que vous pensez qu'on devrait couper l'aide à des pays qui sont vraiment des réformes totalitaires ou si on devrait plutôt leur donner certains...je ne sais pas, une prime pour les aider à se démocratiser? Quel est la meilleure attitude dans la...

BOURASSA: (Inaudible)...qui disait, je crois à (inaudible) il y a quelques mois, il n'y a pas de démocratie en développement et il n'y a pas de développement sans démocratie. Alors je trouve que cette expression reflète la position québécoise et probablement la position canadienne.

Q: Si (inaudible)...le premier ministre vous rencontrait, le président de la France, probablement pour la dernière fois avant une année cruciale au Québec, quel genre d'analyse est-ce que vous lui avez fait et quel genre d'attention il apportait (inaudible)...

BOURASSA: Je veux dire, j'ai parlé avec lui. Comme je vous disais tantôt, je ne peux pas le citer mais je pense bien que la France ne veut pas interférer à l'intérieur du Canada mais j'ai parlé évidemment de l'évolution du marché commun. Avec (inaudible)..., on va discuter pendant quelques jours de l'union monétaire et de l'union politique. Alors, j'ai parlé un peu comment ça avançait. On a parlé évidemment de la question du référendum l'an prochain. La question c'était la situation constitutionnelle actuellement au Canada mais je ne

NOV 18 '91 17:37

P06

- 5 -

peux pas...

Q: Mais quel genre d'analyse...qu'est-ce que vous lui avez dit?

BOURASSA: Je lui ai dit le plus objectivement possible le contexte actuel sur les différentes tendances qui existent au Québec, l'échec de 82, l'échec de 90, les problèmes économiques que connaissent les Québécois et les Canadiens. J'ai fait le point sur la réalité économique et politique.

Q: Est-ce qu'il a dit, vous allez être mal pris, ou quelque chose comme ça?

BOURASSA: Je ne peux pas (inaudible) comme je disais à M. Houle tantôt, M. Vastel, je ne peux pas me permettre...

Q: Mais est-ce que vous êtes mal pris?

BOURASSA: Vous voulez dire sur quoi, sur le plan économique ou?

Q: Le plan constitutionnel?

BOURASSA: (Inaudible)...

Q: Et exerçant sa souveraineté sur quel genre de questions? D'éventuelles propositions sur...

NOU 18 '91 17:38

P07

11-18-91 16:36

NO. 306

P007/014

- 6 -

BOURASSA: Ce serait un endroit historique pour parler de la question référendaire. (Inaudible)...après la révolution français mais j'ai pas commencé encore à penser au libellé de la question.

Q: ...si vous voulez...

BOURASSA: Alors je vous vois...de toute façon, je vous vois à 9 h 30. Merci beaucoup.

Q: Mr. Premier, in light...this morning Mr. Mulroney was saying that the people who want to destroy Canada are like the people who want to keep the European Community from working. Do you see it in that way? Or is there a direct comparison?

BOURASSA: Oh, I think I will have...I think there are things which can compared and others which cannot be compared, but I always said, and there's nothing new in that. I always said since a quarter of a century, that if you have a strong economic union you need some kind of political integration. So there's nothing new in that on my side. Okay?

Q: Qu'est-ce que vous pensez de la déclaration de M. Mulroney qui dit que si le français existe encore au Canada, quand t'as eu un Canada justement...

NOV 18 '91 17:39

P08

11/18/91 16:37

NO. 306

P008/014

- 7 -

BOURASSA:

On va être ensemble tantôt, on va être ensemble dans deux heures.

Q:

Pas de problèmes.

\*\*\*\*\*

C. BRIEFING

M. Lortie

IXX / CAS / IMP | EEA | GA

REÇU / RECEIVED  
AFFAIRES EXTÉRIEURES  
EXTERNAL AFFAIRS

NOV 21 1991

MTI. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTD.  
60 QUEEN STREET • SUITE 600 • OTTAWA K1P 5Y7 — (613) 236-4695 — FAX (613) 236-3370

PROGRAM: CONFERENCE DE PRESSE  
EMISSION:

DATE: LE 19 NOVEMBRE 1991  
DATE:

NETWORK / STATION:  
RESEAU / STATION: PARIS

TIME: -----  
HEURE:

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

MODERATEUR: Bonsoir tout le monde. Vous connaissez tous Marc Lortie. Il est ici pour discuter les événements d'aujourd'hui et d'hier soir et aussi la rencontre bilatérale avec le Président Diouf du Sénégal. Peut-être, probablement il va donner une petite déclaration et qu'il sera prêt de prendre vos questions. Simplement, si je peux rappeler à tout le monde que toute citation devra être à une haut fonctionnaire du gouvernement canadien. Marc.

MARC LORTIE: Merci beaucoup Mark.

MODERATEUR: Très haut...

LORTIE: Pas trop haut, on va manquer d'air.  
Alors, la journée d'hier a...très rapidement, la journée d'hier a été très longue au niveau ministériel sur...les débats ont principalement porté sur la mise en place de la nouvelle réforme institutionnelle de la Francophonie. La soirée s'est terminée à 1 h 10 du matin, je crois, avec un accord au niveau ministériel et un accord qui

61

a été, je dois le dire, acquis avec beaucoup d'énergie, beaucoup de patience également autour de la table, mais simplement beaucoup de combativité de la part des ministres canadiens et québécois qui étaient autour de la table. La thèse qui était défendue depuis plusieurs mois passait difficilement la rampe du côté de nos amis français, et ce n'est qu'hier soir finalement qu'on a trouvé un terrain d'entente, qu'on a trouvé un compromis. Et aux dires des ministres Rivard du Québec et de Monique Landry du Canada qui donnent satisfaction pleinement aux intérêts canadiens et québécois poursuivis dans cette réforme et qui également aux dires de nos amis français qui leur donnent satisfaction également.

Alors, je n'entrerai pas dans les détails, je pourrai répondre à vos questions sur les tenants et aboutissants de la réforme électorale, de la réforme institutionnelle... Elle est par moment un peu ésotérique, difficile à saisir mais quand même, elle visait un grand objectif, celui de s'assurer que nos structures visent une plus grande coopération entre les gouvernements. J'y reviendrai. Vous voulez déjà me poser une question?

Q:                   Oui.

LORTIE:           Très bien. Si vous voulez qu'on vise le sujet, on vise le sujet, très bien.

Q:                   Non, c'était sur l'observatoire canadien sur la proposition du Premier ministre plutôt.

LORTIE:           J'allais y venir, j'allais y venir. C'est que là, on

est pas dans l'institutionnel sur ça, là.

Q: A vous de voir si vous préférez répondre d'abord ou faire l'exposé d'abord.

MODERATEUR: ...si vous voulez continuer...

LORTIE: Alors, voilà pour la question institutionnelle qui s'est résolue hier soir. Ce matin, vous avez entendu le Premier ministre prendre la parole. Il a annoncé la création d'une unité pour la promotion des droits de la personne et la promotion plutôt pour le soutien au processus démocratique qui est en cours présentement dans l'espace francophone. Il s'agit d'une unité qui vise essentiellement à créer auprès de la société, à le loger auprès de la société. Et lorsqu'on s'est tous rencontré au Canada, j'ai utilisé les exemples d'organisation des états américains et celle du Commonwealth, de créer une structure semblable où les états et les gouvernements de l'espace francophone qui souhaitent avoir de l'information, de la formation dans ces domaines-là, puissent aller frapper à une structure multilatérale placée à l'agence. Et cette structure aura la responsabilité de, ou bien diriger les demandes vers les autres pays ou vers les autres organismes. Je vais utiliser des exemples très précis dans une minute, ou de mettre en oeuvre, ou de mettre en oeuvre ce qu'un pays souhaite.

C'est donc une structure d'accueil qui répond, qui répond aux demandes des pays de l'espace francophone qui souhaitent avancer sur le terrain de la promotion des droits de la personne et du processus démocratique.

Vous avez entendu à cet égard le président du Bénin ce matin et c'était très intéressant d'entendre ce qu'il disait, le Président du Bénin. Cette après-midi en salle, nous avons entendu le président du Mali, le président du Tchad qui sont tous...ils font tous face à la même situation et se demandent où aller. Alors, le Premier ministre a proposé à la fin de son intervention aujourd'hui, un peu plus en détail... je crois que les détails vous ont été remis dans un communiqué de presse, c'est assez synthétique mais essentiellement la façon dont ça pourrait marcher, c'est si un pays par exemple qui souhaite mettre sur pied une commission des droits de la personne, s'adresse à cette structure, il peut rapidement obtenir ce que les autres pays font en matière de commission des droits de la personne. Il y a des différences qui existent dans les pays qui en ont dans l'espace francophone. Il y a des livres, des bibliothèques, des experts qui existent. Il y a des experts qui existent auprès du Conseil de l'Europe, de la Commission des droits de la personne à Genève. Il y a des experts qui sont situés auprès d'autres organisations internationales.

Et il s'agit de les mettre en contact, d'être capable d'aider ces pays qui veulent faire quelque chose dans le domaine des droits de la personne, qui veulent mettre sur pied de telles commissions, qui veulent être mieux informés, de pouvoir y avoir accès.

C'est une petite cellule également qui souhaite faire de la mobilisation, il y a beaucoup de formation à faire dans ce secteur-là, dans le secteur...On a, on va soumettre à nos partenaires des exemples dans le secteur du syndicalisme, dans le secteur du journalisme, dans le secteur de l'écriture de lois électorales. Une chose, une série d'exemples très pratiques que l'unité mettra au service de ceux qui

voudront bien en faire la demande. Alors c'est quelque chose de très pratique, de très concret pour ces pays qui veulent le faire, qui veulent le faire.

Q: (Inaudible)...

LORTIE: On a (inaudible) auprès de la Société.

Q: A Paris.

LORTIE: Oui, oui, à la Société, à Paris.

Q: Une cellule permanente?

LORTIE: Oui, avec des titulaires de...

Q: Du vrai monde.

LORTIE: Du vrai monde, un vrai téléphone, du vrai monde...

Q: Avec le téléphone en plus?

LORTIE: Avec le téléphone.

Q: ...la réticence de la France à cet égard? Pourquoi vous ne vous entendiez pas, quelles étaient les différences entre la position canadienne, la position européenne?

LORTIE:            Là, je pense qu'on parle de deux choses différentes, on parle de deux choses différentes. Sur la cellule, je ne crois pas qu'il y a des réticences de la France. Ce sur quoi on ne s'entendait pas c'était sur l'institutionnel, sur la réforme de la Francophonie institutionnelle. Et c'était pas sur cette question de la cellule. Là, c'est deux points qui sont tout à fait différents...

Q:                    La réforme de la Société.

LORTIE:            La réforme de la Société.

Q:                    Tout à l'heure, désolé de revenir là-dessus mais tout à l'heure Daniel Bernard dans son briefing, expliquait que cette cellule, cette unité proposée par le Canada, on en a pas vraiment parlé, on a pas pris la décision et qu'on verra peut-être pour le futur sommet, ce qui est un peu une manière de dire, bon, attendons et voyons ce qui va se passer par la suite.

LORTIE:            Non, le scénario est un petit peu différent. Le scénario sur la cellule, ce que le Canada apporte à ce sommet, puisqu'il est placé auprès de l'agence, ce sont les instances de l'agence qui vont avoir à en délibérer. Et la première réunion de ces instances de l'agence c'est la conférence générale de la Société qui a lieu ici dans un mois, dans moins d'un mois, à la mi-décembre, ici, pour mettre au point ces structures là. Alors, notre projet s'inscrit dans un domaine très précis des activités de l'agence qui s'appelle la

coopération juridique et judiciaire. Et dans ce domaine de la coopération juridique et judiciaire, une unité de travail, une cellule pour la promotion des droits de la personne viendra s'inscrire avec cette proposition canadienne.

Q: Le projet était bien reçu par tout le monde.

LORTIE: Ah oui, très bien reçu.

Q: Mais on (inaudible) pas que c'est un projet canadien qui est repris en charge par la Société, ce n'est pas un projet du Sommet.

LORTIE: Très juste.

Q: Qui est endossé maintenant par le Sommet ou qui va être endossé officiellement par le Sommet?

LORTIE: Qui est annoncé, qui est annoncé par le Premier ministre du Canada lors du Sommet, et qui ira maintenant dans les structures de l'agence et qui s'en ira dans les structures de l'agence.

Q: Mais qui est accepté.

LORTIE: Ah oui, oui...oui, oui.

Q: Il y aura combien de personnes dans ce bureau?

LORTIE: Oh, c'est un tout petit bureau, il s'agit de voir avec les gens de l'agence comment est-ce que nous allons structurer mais nous avons déjà identifié des personnes. Je ne voudrais pas faire des révélations mais le Nouveau-Brunswick y contribue par le biais de personnes-ressource notamment venant de la Faculté de droit de l'Université de Moncton où il y a plusieurs, il y a quelques experts et dont l'Université de Moncton souhaiterait mettre en disponibilité auprès de l'Agence et leurs spécialités sur ces questions-là.

Q: Les gouvernements vont prêter des juristes, des professionnels de cette question. Les modalités ne sont pas...

LORTIE: On verra comment est-ce que la structure va évoluer.

Q: On pense à Michel Doucet comme personne qui pourrait aller justement à la Société?

LORTIE: Je suis surpris par la connaissance futile de vos dossiers. On rentrera pas tout à fait dans les personnalités là, parce que là...mais c'est en effet une personnalité reconnue qui de plus en plus est connue dans le monde francophone. Il a participé au grand colloque sur l'état de droit au Bénin au mois de septembre. C'est un nom très intéressant en effet qui sera très utile.

Q: Est-ce qu'il y a une contribution financière du Nouveau-Brunswick comme telle? Il y a 1.4 millions d'Ottawa, est-ce qu'il y a une contribution financière de...

LORTIE: Elle viendrait sous forme de personnes.

Q: Côté africain, quels sont les pays qui ont manifesté le plus d'intérêt pour votre idée?

LORTIE: Ah, écoutez j'ai...notre idée, je vais vous dire comment notre idée est venue. Elle est venue d'une part, puis je l'ai expliqué à quelques-uns de vos collègues lorsqu'on était à Ottawa. Lorsque la mise en oeuvre du processus démocratique s'est fait à Haïti, où l'Organisation des Etats américains a été des plus actives dans cette mise en oeuvre du processus démocratique. Et le Premier ministre du Canada qui était très impliqué dans cette question-là s'est posé la question en disant, mais nous, la Francophonie, est-ce qu'on a une telle structure qui pourrait un jour venir en aide à des (inaudible) qui nous font la demande. Et au cours des six derniers mois, par exemple au Canada, le Canada a reçu une douzaine de demandes en matière de mise en oeuvre du processus démocratique, une douzaines de demandes venant des pays de l'espace francophone.

Alors, on s'est dit, pourquoi pas essayer de canaliser ces demandes-là? Peut-être que nous, on ne peut pas répondre à douze demandes mais peut-être que les collègues de l'espace francophone pourraient, si on se partageait un peu les tâches les uns, les autres, s'il y avait une structure qui pouvait au moins accueillir ces

demandes-là et les répercuter, ça nous serait très utile. Voilà l'origine du pays. Les dix, douze pays, ça va du Bénin au Congo, le Zaïre ont répondu favorablement, au Tchad, au Mali, à titre d'exemple. Je vous les donne comme ça, je vous les cite comme ça à titre d'exemple.

Q: ...une proposition qui suscite quelques susceptibilités parce qu'après tout (inaudible)...des droits de l'homme, c'est parce que les droits de l'homme ne sont pas respectés.

LORTIE: Je vais voir demain si ça suscite des susceptibilités mais c'était vraiment très intéressant dans la séance de cet après-midi de voir à quel point le thème des droits de l'homme est un thème qui est discuté à la fois par les représentants venant d'Asie du sud-est, d'Afrique sud saharienne, de l'est comme de l'ouest, d'Afrique du Nord et d'ailleurs. Alors, le thème des droits de l'homme a été répercutés tout au long de l'après-midi. Alors sur la proposition canadienne comme telle, je n'ai pas entendu quelqu'un dans les corridors après mais...j'ai dû m'absenter assez rapidement pour aller à la bilatérale avec le Président Diouf, - dire quoi que ce soit de négatif -. J'entendrai des commentaires demain mais je verrai...les commentaires que j'ai entendus depuis que nous avons lancé l'idée ne sont que des commentaires positifs.

Q: Personne ne se sent visé.

LORTIE: Non, non, au contraire, les gens sont très, très

futiles. C'est pas une question d'être visé. S'il y a quelqu'un qui ne veut pas l'utiliser, bien, il n'appelle pas la structure, il ne prend pas le téléphone pour appeler, c'est quelqu'un qui a besoin...et où doit-il aller? Alors, où doit-il aller? Lui, on lui dit, bien écoute, dorénavant, tu pourras aller là et ça te sera utile. Alors, il n'y a personne qui se sent visé dans tout ça.

Q: (Inaudible)...

LORTIE: ...le Québec s'inscrit parfaitement dans cette structure parce qu'elle vise justement la formation, un aspect très précis de cette structure est la formation. Et la structure du Québec vient s'inscrire au niveau de cours ou de stages de formation organisés par l'Ecole nationale d'administration publique, en collaboration avec Election-Québec. Je crois qu'ils ont des stages très précis de formation, de trois ou quatre semaines, lancés à l'invitation. Alors, voilà une initiative qui vient renforcer si vous voulez, déjà cette structure.

Q: Est-ce que vous pourriez revenir en général, notamment, il s'est adopté des résolutions, (inaudible)...que nous en parlons. Notamment, il y a une discussion, il y a une résolution, je pense, parrainée par le Canada, qui vient d'être adoptée, etc. Si vous pouviez faire le tour général puis après, on passera aux questions...

LORTIE: Très bien...

Q: D'ailleurs, je pense que ce serait plus...

LORTIE: Très bien.

Q: Le nom de la structure, c'est quoi?

Q: C'est dans le discours de Mulroney.

LORTIE: Tu l'as dans le communiqué de presse, très précis.

Q: Parfait, merci.

LORTIE: Bon, alors, très bien. Pour cet après-midi, les débats ont commencé un petit peu en retard, étant donné le décalage, les discours ont été un peu plus longs ce matin. Ils ont commencé vers moins quart, quatre heures moins quart. Immédiatement, ce fut le tour d'horizon sur le dossier, sur le volet politique, la situation politique internationale. Je crois que la partie française a fait un briefing d'ensemble sur ce qui s'est dit, un petit peu ce qui s'est dit.

Alors, le Premier ministre est intervenu, on en a parlé déjà. Il est intervenu pour faire ses commentaires sur les changements profonds qui se sont produits sur la scène mondiale depuis le Sommet de Dakar. Et notamment, il a insisté sur les changements profonds dans l'espace francophone depuis deux ans et demi. Et c'est à la fin de son discours qu'il a donc proposé la création de cette unité et passé la parole au premier ministre Bourassa.

Les autres intervenants, je n'y reviens pas, si Bernard, si Daniel Bernard vous a fait le point sur ça, on va abrégé le briefing et je n'y reviendrai pas. On est passé à l'adoption de ces résolutions et à une série de résolutions dont...je ne sais pas si on vous a remis les textes, mais elles sont éloquentes en elles-mêmes. Si vous voulez les consulter, elles sont ici, de Haïti et tout ça, ce sont les résolutions qui ont été acceptées cette après-midi dans le volet politique. Et ensuite, nous sommes passés au volet économique où là, les questions sont rapidement tombées sur les questions de dette internationale, sur les questions de commerce international, sur les questions des matières premières. Et nous avons eu droit à une double intervention du président Oufoua Bouanie(?); la première de 20 minutes, la deuxième de 35 qui, vraiment, insistaient beaucoup sur son point, sur les économies en voie de développement qui sont extrêmement désavantagées, notamment sur la fixation des prix des matières premières par les pays industrialisés. Le Président Oufoua Bouanie est revenu à plusieurs reprises pour faire un appel aux pays industrialisés, d'arrêter de fixer ses prix, et que les économies du sud souffraient énormément que la détérioration des termes de l'échange était absolument catastrophique pour ses économies.

Et ensuite, il y a eu un certain tour de piste et le Premier ministre a repris la parole dans le volet économique. Il a insisté sur trois choses en répondant à l'appel du Président Oufoivani(?) et là il a d'abord dit que en ce qui concerne le Canada, le Canada ne participe certainement pas dans des prix...dans le système de prix et le seul qui ait un grand système de fixation de prix c'est l'Organisation des producteurs de pétrole qui fixe les prix. Les autres prix des

matières premières tels qu'ils avaient été mentionnés par le Président Oufavoini n'étaient pas fixés. Et le Premier ministre est intervenu en disant: écoutez sur la scène internationale c'est la compétition internationale. Il a cité le minerai de fer par exemple où l'ouverture de nouveaux gisements au Brésil et ailleurs dans le monde fait que le prix des matières premières...le prix du minerai de fer au Canada diminue. Certaines mines doivent fermer ce qui affecte le taux de chômage dans certaines populations. Mais que si le Canada pouvait à la limite fixer des prix, il le ferait très certainement dans ce secteur là. Mais ce n'est pas possible.

Il est revenu cependant en appuyant le Président Oufoivani sur la question des subsides agricoles. Et il lui a dit: là où les gouvernements interviennent cependant, c'est dans le domaine des subsides agricoles. Nos trésoreries sont en train de se ruiner sur les questions ...pour des subsides agricoles et c'est des charges extrêmement lourdes et c'est là où les gouvernements doivent agir et agir très rapidement dans le contexte de l'Uruguay Round qui se déroule en ce moment à Genève. Dans un contexte des négociations commerciales multilatérales on doit agir et prendre des décisions fondamentales qui vont avoir des répercussions. Des répercussions importantes pour les économies des pays en voie de développement. Si d'une part nous sommes capables à la fois d'arrêter ou de diminuer les subventions agricoles, d'avoir un commerce moins organisé dans ce secteur là, dans le secteur des matières premières pour les pays en voie de développement et les matières...et les produits manufacturés, d'ouvrir les marchés des pays industrialisés et bien les économies en voie de développement via la libéralisation du commerce international, en profiteront.

En fait, il a répondu à un argument qui faisait partie de la plupart des discours des chefs d'Etat africains sur les crédits alloués à l'Europe de l'Est. Et il est revenu en parlant de sa proposition de doubler les montants à la Banque Européenne pour les passer à 25 milliards de dollars ce qui aurait pour effet de ne pas affecter....Et si les crédits commerciaux pouvaient suivre dans ce secteur là, ils n'affecteraient pas les crédits alloués à l'assistance économique dans le domaine....pour les pays en voie de développement.

Alors, c'était le genre d'intervention qu'il a fait (inaudible). Je crois qu'il a fait la dernière intervention sur le coup de 18 h 40 sur le volet politique...sur le volet économique, de l'économie mondiale. Encore là...

Q: Il a pas parlé de la dette?

LORTIE: Il a fait référence à la dette en disant que cette question avait été discutée au Sommet économique de Londres comme le Président Mitterrand l'avait rappelé dans son discours ce matin au Sommet économique de Londres et que les pays devaient inscrire leur action maintenant au niveau du Club de Paris. Le Club de Paris a reçu des instructions du Sommet économique de Londres et il travaille à mettre en oeuvre ces allègements de dettes. Il y a en ce moment des discussions dans le contexte du Club de Paris, des discussions qui ne sont pas terminées sur ça. Alors, il n'est pas allé beaucoup plus loin que de saisir l'assemblée de ces discussions qui ont lieu en ce moment dans le contexte du Club de Paris.

Q: ...subsides agricoles, réaction de la France et de la Belgique là-dessus?

LORTIE: Non, aucune réaction.

Q: Aucune réaction.

Q: C'est des discussions informelles, je veux dire, les gens se répondaient, c'était pas des textes préparés?

LORTIE: Disons que c'est pas si informel que ça, Louis Bernard. C'est assez formel. Pour lancer une opération comme ça c'est assez formel. Un chef d'Etat introduit un sujet puis ensuite quatre ou cinq prennent la parole. Alors, il n'y a que le Premier ministre finalement qui est intervenu à Oufoivani mais les autres prenaient la parole c'était un petit un peu pour la première fois. Alors, c'était pas vraiment tout à fait encore un dialogue. Ca va prendre encore une autre...peut-être la journée de demain où le dialogue va s'instaurer.

Q: La question de la réduction de la dette, à la question des droits de la personne par exemple. Des moyens pour réduire la dette est-ce qu'on a lié ça aux droits de la personne?

LORTIE: Outre les discours de ce matin, on l'a pas

fait comme tel en discussions. Les Français ont bien rappelé les discours du Président de la République à la Beaulieu, par exemple en émettant des principes, des principes qui allaient régir l'aide au développement de la France depuis la Beaulieu. Alors peut-être que M. Bernard vous en a peut-être parlé de ça. Alors, les Français ont fait part de leurs vues là-dessus. Les Africains, la plupart ont fait part du processus démocratique engagé dans leur pays. Et c'était vraiment une discussions très très intéressante. Ce sont des jeunes leaders là qui arrivent et qui arrivent....C'était un petit peu comme Soglo ce matin. Vous avez entendu le Président du Bénin ce matin et il est aux prises avec des vrais problèmes. Il arrive, il a des idées intéressantes. Alors, c'est le genre d'idées intéressantes qui étaient autour de la table.

La réunion ayant commencé un petit peu sur le tard à 15 h 45 alors, ça n'a pas permis tout à fait l'échange nécessaire mais c'est un peu coutumier dans une première journée d'un tel sommet.

Q: ...pour le Canada il est pas question d'aborder le sujet de la dette là pour le Sommet. Alors, il semble que c'est exclu de réduire des dettes. Est-ce que ça va être touché...?

LORTIE: Il a pas été question de dette. Si on se situe dans les questions...dans le contexte du Sommet de la francophonie, elle a déjà été abordée cette question là surtout au Sommet de Québec en ce qui concerne le Canada et en ce qui concerne la France au Sommet de Dakar. Les questions de dette sont traitées dans un contexte

plus global plus général. Et on l'a signalé à plusieurs reprises au sein du comité international préparatoire ainsi qu'à la ministérielle hier quand certains pays disaient oui, mais pourquoi on ferait pas une conférence juste entre nous pays francophones sur la dette. Mais la dette c'est un petit peu plus compliqué qu'un espace, qu'un espace linguistique. C'est assez mondial. Il faut établir les mécanismes. Et ces mécanismes là sont globaux. Il faut travailler à la fois avec le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les autres bayeurs de fonds et c'est là où on est actif.

Le Canada et la France poussent dans la même direction notamment au G-7. Ils poussent très fort dans cette direction là. Leurs efforts sont conjugués à l'intérieur du Club de Paris et c'est là où c'est important. Parce qu'à l'intérieur du Club de Paris, l'ensemble des pays endettés viennent à Paris à l'occasion pour discuter de leur dette. Et c'est dans ce contexte là, si des mécanismes, si des mécanismes sont des mécanismes d'allègement de dette sont appliqués, c'est dans ce contexte plus global que simplement le Sommet de la francophonie.

Q:                   Alors....

LORTIE:            Ecoutez, les résolutions économiques bien j'en ai ici aussi sur les résolutions économiques si ça vous tente de regarder ça.

Q:                   ...a parlé de le proposal, il a parlé ce matin des droits de la femme, de protection des droits de la femme.

permettez, je vais faire juste quelques mots d'introduction sur le débat institutionnel qui a été lancé il y a plus de six à l'initiative de la présidence française. Ce débat institutionnel visait essentiellement à simplifier la mécanique institutionnelle qui existe en francophonie et à renforcer le politique sur l'opérationnel. Voilà les deux grands objectifs qu'on visait tous quand on a abordé la réforme institutionnelle. Qu'est-ce que ça veut dire? Marier les deux instances de la filière sommet et de la filière ACCD. Essayer de les marier ensemble parce que le Sommet a une conférence ministérielle préparatoire et il avait des instances avant, ils avaient des réseaux. On avait commerce à Dakar à les marier dans la société mais on avait pas fait le travail supérieur de l'architecture supérieure. On l'a accompli ça, le travail de l'architecture supérieure mais au fur et à mesure que nous descendions dans la mécanique institutionnelle comment est-ce que ça allait fonctionner tous les jours cette chose là.

Nous nous sommes rendu compte que il y avait une divergence de vues entre nos amis français et nous sur la place que pouvait occuper la Société via la place que les autres que les autres opérateurs ou encore les organisations non gouvernementales pouvaient occuper. Et notre position était de dire: attention, dans la mécanique institutionnelle, il faut s'assurer que on garde une mécanique institutionnelle qui soit somme toute intergouvernementale. Si on cherche à développer une solidarité entre nos gouvernements, entre les pays francophones comme on l'a fait dans le domaine de l'environnement comme on l'a fait dans certains autres secteurs comme on a eu dans le domaine de l'état du droit. Il faut s'assurer que nos représentants gouvernementaux viennent autour de la table. Les Français avaient une

thèse un petit peu différente en disant: écoutez, c'est un peu (inaudible) de se restreindre aux représentants gouvernementaux. Il faudrait amener dans cette mécanique là tous ceux qui s'intéressent à la francophonie, les organisations dites non-gouvernementales.

Alors nous, on se disait écoutez, c'est impliqué de venir du Québec du Canada du Mali du Burkina Faso à Paris faire des réunions. Et puis si en plus il faut amener des organisations non-gouvernementales, on y arrivera jamais. Alors ce qu'on souhaite c'est de garder cette coopération intergouvernementale. On souhaite la garder et les Français poussaient beaucoup pour que les organisations non-gouvernementales puissent entrer dans cette mécanique là. Je simplifie un peu les débats de nos quatre derniers mois, les débats très très instenses depuis les quatre derniers mois mais c'est un petit peu le contour des deux thèses.

Hier soir, on s'est entendu avec un texte que vous verrez demain matin, je crois, on s'est entendu sur un texte qui dirait...qui va dire ceci: la CCT joue un rôle...et le Secrétariat des instances d'abord la Société et le Secrétariat des instances politiques aient rempli un rôle charnière dans la mise en oeuvre de la Francophonie. Les Français avaient beaucoup de difficulté à accepter le mot Secrétariat permanent, Secrétariat général, Secrétariat exécutif, dans l'ensemble. Alors, on est arrivé à dire bon écoutez très bien progressivement, progressivement. Nous voulions peut-être aller un peu plus vite que nos amis français. On s'est entendu que peut-être on irait pas aussi progressivement et le fardeau de la preuve on s'est entendu pour convenir que le fardeau de la preuve se déroulerait pendant les deux prochaines années. Le fardeau de la preuve serait sur les épaules de l'Agence qui assume le secrétariat

des instances de la nouvelle structure...de la nouvelle structure institutionnelle.

Au niveau de la mécanique, nous en sommes restés à la participation des représentants gouvernementaux et ces représentants gouvernementaux s'ils le jugent approprié sur des points très précis pourront inviter des personnalités extérieures pour inspirer leurs travaux mais, sur une base consensuelle et à l'extérieur. Donc, nous avons protégé au niveau de la mécanique cette coopération intergouvernementale qu'on essaie de développer et d'encourager depuis de nombreuses années.

Q: Des représentants gouvernementaux permanents basés à Paris autour de la Société non?

LORTIE: Non, non là je parle de la mécanique. Je parle de la mécanique. Dans la structure supérieure vous avez votre Sommet, une conférence ministérielle une fois par année et un Conseil permanent de la Francophonie sera institué. Ce Conseil est un peu la jonction du CIS. Pour ceux qui sont familiers avec ces termes là, le Comité international du suivi et le Comité international préparatoire des sommets et également fait office de bureau élargi de l'Agence. Vous me faites des signes de tête, vous m'encouragez c'est donc que vous me suivez dans toute cette...

Q: Je vous comprends. Mais après Dakar il y avait la Société comme opérateur principal et sur un pied disons à peu près d'égalité même si son secteur d'activités est plus

réduit, il y avait (inaudible) et TV-5. Alors maintenant, est-ce que c'est modifié ça?

LORTIE: Non, non sur ça en général ce n'est pas modifié et le texte dit en référence et ça a toujours été une position canadienne de s'assurer de la pluralité des opérateurs, de l'autonomie des opérateurs. Alors TV-5 est une très belle réalisation de la Francophonie. Il reste indépendant. Les gouvernements n'ont pas à intervenir dans les opérations comme telles. Alors la structure indépendante de TV-5 elle est protégée et c'est très bien comme ça. Mais cependant...cependant, la thèse française était de dire écoutez, dans les comités...au niveau des comités de programmes, les ONG qui s'intéressent à toutes ces questions de....qui pourra toucher à tel ou tel domaine pourraient avoir droit de siéger. Alors nous, on trouvait que la thèse risquait de trop dilier la coopération intergouvernementale. Voilà essentiellement...et nous avons trouvé un terrain d'entente précis.

Q: La (inaudible)....va reprendre puis on en parlera demain. J'ai deux questions c'est au sujet de la journée - Démocratie et développement -.....

Q: ...(inaudible) avec votre question sur la Société.

Q: Moi je veux bien.

Q: Est-ce que le Conseil permanent c'est un nouvel organisme ou non?

LORTIE: Oui, c'est une crèche. (?)

Q: La restructuration de la Société qu'est-ce que ça veut dire? Vous avez parlé de ça au début et finalement la conversation a dévié sur autre chose.

LORTIE: La restructuration institutionnelle...

Q: Oui.

LORTIE: ... et pas de la Société. Et pas de la Société.

Q: Ah bon, ça a été mentionné.

LORTIE: La restructuration institutionnelle ou la Société il y a eu une conférence générale, conférence une fois par année mais elle est indépendante. Dans ce cas-ci elle est déjà liée directement au Sommet. Alors, on la fond avec l'autre conférence ministérielle c'est ça... Allez-y M. Vastel.

Q: Dans son discours de ce matin M. Mulroney dit j'estime logique et juste que ce moyen de développement soit de plus en plus canalisé mais le pays qui s'efforce de respecter (inaudible)... Est-ce que il faut envisager un lien entre le succès de l'unité ou de la cellule d'aide à la démocratisation c'est-à-dire les pays qui feront des efforts qui éventuellement demandent au Canada et le

niveau de l'aide du Canada? Autrement dit, est-ce que les opérations de la cellule risquent pas de créer une génération de chouchous de l'ACDI? Non mais...Non mais, il y a un lien entre...j'ai une question après.

LORTIE: Bien, la réponse est non.

MODERATEUR: Deuxième question.

Q: Non mais (inaudible)...alors qu'est-ce que voulait dire le Premier ministre en disant qu'il voulait canaliser l'aide au développement vers ceux-là. Est-ce qu'il revient à son discours du Commonwealth? Est-ce que l'aide...

LORTIE: C'est ça il y a pas de lien entre (inaudible) ... Ce qu'il dit c'est un principe beaucoup plus...

Q: Deuxième question. Dans la résolution sur Haïti qu'a parrainée le Canada, le dernier paragraphe on dit on affirme la volonté une fois l'ordre constitutionnel rétabli en Haïti de consolider la coopération économique et financière avec ce pays. Bon en fait, soutenir son développement économique etc. M. Bourassa tout à l'heure a parlé de consultation entre la France et le Canada et ajoutait même les Etats-Unis. On s'est tous demandé un peu pourquoi. Est-ce que on envisage un programme spécial d'aide à Haïti une fois qu'Aristide serait rétabli? Autrement dit, est-ce que c'est une carotte qu'on va proposer à un moment donné? Est-ce que ça va être discuté cette semaine?

LORTIE: Ca ne sera pas discuté cette semaine.

Q: Non mais c'est quoi ça....?

LORTIE: Mais ça sera sans doute l'occasion...vous savez que le Président Aristide rencontrera demain après-midi le premier ministre Bourassa et le Premier ministre Mulroney à 15 h 30 je crois. Et, ça sera peut-être l'occasion d'aller plus à fond mais je ne voudrais pas vous lancer sur une fausse piste non plus. Je ne crois pas que des choses comme ça seront discutées dans le contexte Etats-Unis, France, Canada, un package certainement pas dans le contexte Sommet de la francophonie qui est disons du domaine de ma responsabilité là, je n'ai pas connaissance de la logique du discours qui peut avoir lieu.

Q: La logique du discours de M. Mulroney. Deux fois aujourd'hui un discours ce matin, la résolution qu'il a parrainée cet après-midi est-ce que c'est pas de dire ceux qui feront des efforts pour la démocratisation, ils seront bienvenus dans les programmes de développement, on va pas jusqu'à dire que les autres seront malvenus mais...

LORTIE: C'est le discours Harare.

Q: Une prime à la démocratisation?

LORTIE: C'est le discours d'Harare.

MODERATEUR: (inaudible)...

Q: I have one question on the same topic, the question of linking aid and human rights. When Mr. Mulroney raised...

Q: ...à la démocratisation...?

Q: Alors, vous venez de prêcher sur la Société, vous pouvez peut-être passer deux minutes sur ce dont le Premier ministre prétend que c'est le sujet principal non?

LORTIE: Bien, on passe tout le temps que vous voulez.

Q: ...que votre collègue. (CHEVAUCHEMENT)

Q: Alors Robitaille vient de...

LORTIE: Prime à la démocratisation. Prime à la démocratisation c'est une expression....

Q: Les pays qui ont engagé un processus démocratique.

LORTIE: C'est une expression que moi je n'ai pas entendue.

Q: Les pays d'Afrique, les pays africains, ils s'en servent régulièrement. Ils l'utilisent. Le Congo par

exemple. On parle de primes à la démocratisation. Les pays qui sont en voie de démocratisation...

LORTIE: Bien moi je n'ai pas entendu un pays africain  
....parler de prime à la démocratisation.

Q: Et moi ma dernière question serait quelle est  
le rôle de la Francophonie là?

LORTIE: Ca ne s'est pas discuté ça. Ca ne s'est pas  
discuté. Ca ne s'est pas discuté d'une prime à la  
démocratisation.

Q: Est-ce qu'il y aura une différence de sensibilité  
dans l'approche du maniement des droits de l'Homme  
vis-à-vis à de l'Afrique francophone entre la France et le Canada  
disons?

LORTIE: Là vous entrez dans des questions très difficiles.

Q: Subjectives.

Q: Un serait plus outspoken que l'autre en français.

LORTIE: Ecoutez, je trouve...non, je trouve ça très  
difficile à répondre. Les Français ont été depuis le  
discours de la Beaulieu...si vous relisez le discours de la Beaulieu, les

Français ont fait un effort très direct dans ce secteur là et ce sont ces mêmes principes qui ont été réitérés à la conférence cet après-midi là par la voie de la ministre française en charge de la coopération.

Q:                   Pouquoi pas...(inaudible)

Q:                   Alors là, moi je veux pas faire d'analyses entre les politiques de la coopération de l'un puis de l'autre parce que c'est mon champ...ma sphère de spécialisation. Mais...

Q:                   It hasn't been right. When the Prime Minister raised this at the Commonwealth it was very coolly received. What kind of a reception did it get there today? What sort of reaction did you get from the...

LORTIE:            I think it was a very good reception overall Peter.

                  And I would say that because it was not the first time it was raised in the Francophone context. It was first raised, briefly raised, with a lot of difficulties in Quebec City but certainly it was raised with a very firm resolution in Dakar. And somebody referred to it this morning and I believe it was President Diouf when he referred to the resolution that was introduced in Dakar.

                  Therefore the question of human rights in the context of le Francophonie, is not a new subject. And it was normal today. It was normal in this context to raise it, to discuss it and to discuss it very openly. Somebody referred today to how the democratic process was taking place in this country. He was making an appeal to his other brothers as

he said, to do a little bit the same thing, through a national conference and then organizing the election, changing the constitution and so on.

And he went on to say to tell the group at the conference, was it was basically. Therefore when the Prime Minister arrives and says something like that it is very well known what he means and you know it has been said in Dakar, reiterated throughout the policies over the years and again this morning in his speech.

Q: Well the problem is that they were being ignored. That they were raised in '86 and you have among these countries some of the most repressive in the world. They're not doing anything so they're just being ignored. Is that right?

LORTIE: I don't think you could say that anymore. Because you know there is a major and profound movement of democratic changed in the francophone world that is taking place and has been taking place in the last two years. Therefore, I mean that you should not ignore that either. Because it is rather profound and it is quite interesting that countries around the table are talking about it rather openly.

Q: Are they going to put a timetable on that sort of progress? My colleague says ignore it and you say no that there's dramatic progress. But if we compare that to say the Amnesty International report of only a week ago that indicates extremely serious rights violations in more than half of the countries who are members of this organization, you know ranging from murder and torture to

wholesale jailings of political dissidents.

What is our definition of progress in terms of the timetable?

LORTIE: Well I believe that I mean, countries who are not...

I don't think it's a question of timetable really. I don't think it's a question of timetable. I mean it's...countries who have a very poor record on human rights, I mean they know the consequences in terms of foreign aid, or foreign investment or whatever you know. Not only coming from Canada but coming from any developed countries. It is as simple as that and leaders and governments who decide to ignore it, they do it at their own risk and we could see it and the francophone world is a good example...has been a very good example on that in the last two years.

But for timetables, it is not the case. There is not timetable as such, but countries who are ignoring it, they are doing it at their own expense. That's what I could say.

Q: Une petite question de finir sur votre idée, l'idée canadienne qui a marqué quand même la journée pour tout le monde. Est-ce qu'on peut appeler cette unité que vous, vous appelez une unité d'observatoire de la démocratie?

LORTIE: Bien, vous vous êtes déjà un observateur...  
(CHEVAUCHEMENT)...

Q: Non, je ne sais pas est-ce que ça vous choque

cette appellation?

LORTIE: Oui, un petit peu parce que moi j'appelle plus une structure d'accueil ou une cellule d'inforamtion. Alors un observatoire, il a donc un rôle dynamique un observatoire. Il peut regarder ce qui se passe. L'objectif de cette cellule, de cette unité de cette structure d'accueil est d'accueillir justement les demandes. Elle reçoit les demandes pour être utile aux pays de l'espace francophone qui sont sur la voie de la démocratie et de la promotion des droits de l'Homme.

Q: Pas d'observatoire et là il y a une date limite pour...ou une date... un but que vous vous fixez pour sa mise en place?

LORTIE: Le plus rapidement possible. Il y aura une conférence générale de l'Agence pour accueillir, administrer activement cette cellule, le 12 ou le 14 décembre ici à Paris.

Q: On peut dire que ça sera prêt avant la fin de l'année alors?

LORTIE: C'est ce qu'on souhaite.

Q: Est-ce qu'on aurait assez de temps pour une autre question?....

Q: Est-ce que ça peut servir d'alibi cette cellule dont vous venez de parler quand vous avez dit tout à l'heure que le Zaïre a fait aussi à cette forme de...

LORTIE: Ah non ça ne vas pas soulever de polémique. Je crois que la cellule il faut la voir en termes extrêmement utilitaires. Il faut la voir extrêmement en termes utilitaires. Si un pays souhaite organiser des élections et qu'il n'a jamais organisé des élections vers qui il se tourne? Il se tourne vers les uns, vers les autres et il pourrait très bien dans l'espace francophone se tourner d'abord cette cellule là qui répercuterait des demandes. Un pays qui n'a pas de commission des droits de la personne ou un commissaires des droits de la personne dans un pays qui fait face à des demandes pour mettre en oeuvre son état de droit ou des législateurs qui doivent écrire des lois pour mettre en oeuvre leur état de droit vers qui se retournent-ils? Et ce sont des informations extrêmement pratiques, utiles qu'on pense pratiques et utiles sur la base des demandes qu'on reçoit régulièrement.

Q: Est-ce que le Canada...

MODERATEUR: Dernière question.

LORTIE: Une dernière question.

Q: C'est sur la même chose ça aussi. C'est sur le

même sujet, c'est rapide. Est-ce que l'inverse est aussi vrai? Est-ce qu'un groupe de citoyens d'un pays donné qui vit sous le même régime militaire ou moitié militaire depuis des décennies pourra faire appel à cet organisme pour justement trouver des moyens de sortir de l'ornière?

LORTIE: ...un groupe de citoyens?

Q: Bien oui, comme un groupe d'opposition c'est ça que je veux dire, un parti d'opposition. Les partis sont interdits alors c'est un groupe...ça peut même être un groupe de citoyens en exil.

LORTIE: Son point d'origine s'adresse... est une offre une structure d'accueil pour les gouvernements qui sont membres de l'Agence.

Q: Ah c'est pour les gouvernements.

LORTIE: Pour les gouvernements qui sont membres de l'Agence. Si un gouvernement qui est en train de mettre en oeuvre son processus démocratique, ce gouvernement a besoin d'information ou d'aide ou de formation etc. c'est vers lui qu'il faut aider. Ce sont les pays qui sont en train de mettre en oeuvre leur processus démocratique et de vouloir promouvoir correctement un état de droit et la promotion des droits de la personne.

Q: Une autre...

MODERATEUR: Un quart de question à faire. Un quart de question.

Q: La nomination du personnel de cette...de ce que mon collègue français appelle l'observatoire mais qu'il faut appeler la cellule ça va se faire à la Conférence de la Société du 12 au 14?

LORTIE: Oui, certainement pas avant oui.

Q: Okay.

MODERATEUR: Ma demi question, vas-y, vas-y.

Q: On a posé la question à Bernard tout à l'heure à propos des réticences suisses quant à l'ouverture sur l'Est là et l'éventualité de poser des critères d'admissibilité au sein du Club francophone. Bernard a noyé le poisson. Il a dit que nos critères non, non.

LORTIE: Il n'y a pas le terme critère non, non.

Q: Il n'y a pas le terme de critère mais on a tous vu dans la presse notamment dans le nouveau quotidien de Genève un article où il est clairement...on citait même l'ambassade de

Suisse à Paris etc.

LORTIE:            Ecoutez, au Sommet comme tel on en a pas parlé.  
                    On en parlé dans le contexte du CIS d'un Comité  
international du suivi, on en parlé.

Q:                    Le CIP?

LORTIE:            Le CIP. Mais à la ministérielle, au Sommet,  
                    une fois qu'on a pris la décision que la Bulgarie et le  
Cambodge et la Roumanie viendraient à titre d'observateurs, on a plus  
touché ce sujet.

Q:                    D'accord merci.

MODERATEUR:      Merci bien.

\*\*\*\*\*

D. INTERVIEW

M. Mulroney

6132363370 2

- 1 -

JFX/IMH/LCD/LCR/  
RBR/RGZ

M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTD. BMM/NM

60 QUEEN STREET • SUITE 600 • OTTAWA K1P 5Y7 — (613) 236-4885 — FAX (613) 236-3370

PROGRAM: EMISSION:	INTERVIEW	DATE: DATE:	LE 20 NOVEMBRE 1991
NETWORK / STATION: RESEAU / STATION:	PARIS	TIME: HEURE:	-----

PM BRIAN MULRONEYREÇU / RECEIVED  
AFFAIRES EXTÉRIEURES  
EXTERNAL AFFAIRS

NOV 21 1991

IEX

Q: Bienvenue à Paris, alors.

BRIAN MULRONEY: Merci beaucoup.

Q: Ça fait trois mois déjà, M. Mulroney...

MULRONEY: Ça fait...pour le moment...il y a un an.

Q: Vous êtes content de ce sommet?

MULRONEY: Oui, ça va bien.

Q: ...bien selon vos vœux?

MULRONEY: Bien, c'est-à-dire, ça se passe bien. C'est un...il y a deux choses que je constate. D'abord, il y a une action concrète, extrêmement importante en faveur de la progression des démocraties en Afrique, primo. Et en deuxième lieu, je constate

25

6132363370 2

- 2 -

l'évolution rapide de la Francophonie. De par l'agenda, la complexité de l'agenda, on voit dans quelle mesure qu'il y a eu un progrès remarquable depuis sa création. Et je suis assez bien placé pour en juger parce que j'arrive du Sommet du Commonwealth, le pendant anglophone, mais qui existe depuis presque 40 ans. Et je constate que le Sommet de la francophonie a progressé à pas de géant, afin de rattraper son collègue, et avec pas mal de succès.

Q: Les Français parfois vous reprochent d'avoir trop de (inaudible), si je peux me permettre cet anglicisme. Le Canada en général, un peu la locomotive de la Francophonie. Autrement dit, est-ce que s'il n'y avait pas le Canada, est-ce qu'aujourd'hui le Sommet francophone serait là?

MULRONEY: Oui, c'est plutôt l'inverse. C'est que la Francophonie, le Sommet de la francophonie ne pourrait exister sans la France. La France, c'est la pierre angulaire de l'existence même du Sommet de la francophonie. Le Canada y joue un rôle intéressant mais complémentaire. Et bien sûr, nous sommes un grand pays industrialisé, nous sommes en mesure de prendre nos responsabilités, nous avons d'importants programmes bilatéraux, avec tous les pays en voie de développement; parfois et selon les circonstances, des programmes plus importants que la France. Mais la France demeure selon tous les barèmes internationaux le pays qui contribue le plus per capita aux pays en voie de développement. Et c'est tout en son honneur. Et c'est dans ses traditions. Alors, le Canada travaille loyalement avec tous ses

6132363370 2

- 3 -

collègues et nous avons parfois des priorités différentes qu'on fait valoir. Mais c'est un cours normal des choses, ça représente tout simplement une dimension de la politique nationale canadienne.

Prenez par exemple notre décision que j'ai annoncée au Commonwealth. De lier de plus en plus notre aide aux pays en voie de développement à un progrès certain au chapitre des droits de la personne. C'est une décision réfléchie de notre côté, de notre part, où on se dit, malgré le fait que le montant ultime soit important, que l'on affecte aux pays en voie de développement, le montant reste déterminé. Il y a des limites à tout. Alors, s'il y a des pays et des dirigeants de pays qui s'efforcent véritablement à s'enligner vers une évolution démocratique et qui font des pieds et des mains pour protéger les droits fondamentaux de la personne, pourquoi qu'on n'affectera pas une partie de plus en plus importante de notre avoir national en faveur des pays comme ça, au lieu de le donner, sans faire de jugement, à un autre pays qui lui, aurait presque...aux politiques de brimer les droits de la personne.

Q: (Inaudible)...

MULRONEY: C'est la conséquence. Alors aujourd'hui par exemple à ce sommet, j'ai rencontré des nouveaux et des jeunes présidents de (inaudible) Afrique par exemple, le Mali, au Congo, au Bénin, etc., où il y a un processus démocratique bel et bien engagé, où ces gens-là essayent par tous les moyens raisonnables de propager les valeurs démocratiques et les valeurs fondamentales, où le Canada va les aider. Et dans chacun de ces cas-là que je viens de vous annoncer, j'ai

6132363370 2

- 4 -

déjà...j'ai rencontré les dirigeants, nous allons affecter des sommes importantes en leur faveur. Et évidemment, Patrick, ça concorde également avec notre décision d'établir une unité démocratique avec le Québec, au sein de la Francophonie, au sein de l'ACCT.

Q: Excusez-moi mais là, vous poussez en avant, vous poussez la Francophonie parce que quand on écoutait les Français hier, vous aviez l'air de dire oui, c'est une proposition canadienne, on verra à la conférence ministérielle. Mais là vous, vous mettez de l'argent dedans, (inaudible)...structurer.

MULRONEY: Absolument. Ce matin, j'ai rencontré le président du Bénin. On l'a écouté, on est au courant bien sûr de son travail démocratique. Ce n'est pas sur le champ que nous avons consenti des montants d'importance (inaudible). Nous avons fait la même chose avec le Mali, nous avons fait la même chose avec le Congo parce qu'on y croit et on marche. Que les autres nous suivent, c'est de leur affaire, mais il y a aucun doute que le Sommet de la francophonie lui-même va endosser les grands principes, les droits de la personne. Comme j'ai dit dans mon discours, la France c'est quand même le berceau des droits de la personne et des valeurs démocratiques. Alors, on est ici.

Q: Oui mais en même temps, on a l'impression que la Francophonie, notamment en Afrique, c'est (inaudible)...et que le Canada quelque part, ça énerve un peu les fonctionnaires français et que c'est vos relations avec Mitterrand qui

6132363370 2

- 5 -

font que les choses s'aplanissent.

MULRONEY: Peut-être que ça énerve certains fonctionnaires mais je vous assure que ça n'énerve pas votre président de la République qui lui... On constate que l'on voit par exemple, M. Mitterrand et moi, que ça soit au G-7, que ça soit à l'OTAN ou au Sommet de la francophonie, on constate lui et moi, ex post facto. Le Canada, la France semblent, pas dans tous les cas mais dans la quasi totalité des cas et sur les grandes questions d'actualité, on se trouve sur la même longueur d'onde. Alors c'est pas surprenant que M. Mitterrand et moi-même, on se trouve sur la même longueur d'onde au Sommet de la francophonie en ce qui concerne la protection des droits de la personne. Maintenant, comment promouvoir cette notion-là? Chaque pays va être obligé de procéder à sa façon. Nous, nous allons agir et rapidement, comme je l'ai fait aujourd'hui, comme nous l'avons fait aujourd'hui. Je veux dire, j'ai eu au moins quatre rencontres, peut-être cinq, je m'excuse, six avec Aristide. Six rencontres aujourd'hui et dans tous les cas, ça porté... Aristide, Diouf, Bénin, Congo, et le Mali. Cinq ou six et dans tous les cas, ça a porté sur l'évolution démocratique et le Canada a, comme je dis, engagé la force de sa diplomatie et ses contacts au niveau international et on a débloqué des centres importants dans chacun de ces cas.

Q: Vous avez invité M. Aristide à venir début décembre, je crois.

6132363370 2

. 6 -

MULRONEY: Oui, le 9 et 10 décembre. Il va faire Montréal et Ottawa.

Q: Vous croyez à ses chances de retour?

MULRONEY: Oui.

Q: (Inaudible)...

MULRONEY: Oui, et je pense également que l'embargo commence à avoir un effet sérieux. Mais, Patrick, comme je l'ai mentionné, c'est une des raisons pourquoi j'ai insisté que le Canada se joigne finalement à l'Organisation des Etats Américains l'an dernier. Parce que je trouvais très cocasse que le Canada soit absent de l'organisme qui doit, qui devait descendre des intérêts de notre région du monde. Mais à cause de notre présence, on a pu jouer un rôle clé dans le dossier Haïti. Et, bien évidemment, c'est un complément de la politique que j'ai annoncée au Sommet de la francophonie.

Q: Sur les institutions, vous êtes satisfait du processus?

MULRONEY: Oui, je savais...il y a eu un...

Q: Il y a eu un...

MULRONEY: Oui, il y a eu, semble-t-il, dans les mois qui ont précédé le sommet, il y a eu certaines divergences de vue

6132363370 2

- 7 -

assez bien marquées. J'ai rencontré le président Mitterrand, on en a discuté lui et moi, et comme il dit, nous avons des relations personnelles si excellentes, ce serait concevable que nos subalternes aient des divergences de vue sur un projet quand même qui est en commun. Alors, on l'a regardé lui et moi, et on a trouvé avec nos collègues une formule qui a permis le règlement du dossier rapidement.

Parce que comme je l'ai mentionné dans d'autres circonstances, il n'y a aucun doute que n'eut été de la présence de François Mitterrand et de Laurent Fabius(?) qui était son premier ministre à ce moment-là, il n'y en aurait jamais eu de Sommet de la francophonie. Mais ils ont posé des gestes, de grands gestes. Dans le cas de Mitterrand quand même, un geste visionnaire. Et qui a donné lieu quand même à cette institution d'envergure internationale après seulement cinq ou six ans. Mais regardez 25 ou 30 à l'avenir, et essayer d'envisager l'impact de cet organisme international et vous verrez l'ampleur de cet héritage.

Q: Vous avez eu des contacts avec les Bulgares, les Roumains?

MULRONEY: Avec?

Q: Les Bulgares et les Roumains?

MULRONEY: Oui, je vois le président de la Roumanie demain matin je pense, à 9 h 00, et j'ai une rencontre de prévue avec les Bulgares, je pense, au courant de la journée.

6132363370 2

- 8 -

Q: Il y a des projets prévus vers l'Europe de l'Est?

MULRONEY: C'est surtout vis-à-vis l'Europe de l'Est. Quand je suis allé à Stanford, j'ai proposé justement que l'on double l'avoir, la capital action...excuse-moi, je fais marche arrière. Les pays en voie de développement se disent, on est (inaudible) par des développements en Europe de l'Est et en Union soviétique parce qu'on craint que les investissements et les projets de développement qui normalement, devraient être affectés aux pays vraiment en voie de développement soient (inaudible), contournés ou dirigés vers l'Europe de l'Est. Alors, comment...est-ce que l'on dit tout simplement non, non, ça ne se passera pas comme ça. Voici une série de vieux (inaudible), ou doit-on prendre des mesures concrètes? Alors, quelles seraient ces mesures?

Alors moi j'ai proposé que la Banque européenne de développement économique que préside Jacques Catelli à Londres a une capitalisation au moment qu'on se parle, de douze milliards de dollars. Nous, nous sommes actionnaires là-dedans. Donc, j'ai proposé à Stanford dans un discours majeur au mois de septembre que l'on double la capitalisation à 25 milliards américains. Et on faisait du leveraging, disons du 4.1. Ça vous donnerait un montant de l'ordre de 100 milliards de dollars qui pourrait être investi directement en Europe de l'Est. Sans toucher en aucune façon les montants croissants que les pays industrialisés doivent affecter aux pays du Sud. Alors c'est un peu notre approche, un peu l'approche canadienne. Et on essaye...donc, la Roumanie, Bulgarie, nous allons les toucher par le biais d'une autre

6132363370 2

- 9 -

institution. Pas tellement par la Francophonie, en partie bien sûr, en vertu de nos programmes généraux, en vertu de l'AOCT. Mais grosso modo, l'aide en provenance de la Banque et de d'autres institutions, la Banque mondiale, la PMI, ce sont les institutions qui vont les aider.

Q: Ce serait à peu près tout ce que je voulais vous demander sur ce sujet. Il y a d'autres points sur lesquels vous voulez mettre l'accent, quelque chose qui vous a particulièrement frappé?

MULRONEY: Pas vraiment, j'ai été frappé vraiment par...j'arrive par exemple, j'arrive presque du...on était au, il y a deux semaines, trois semaines que j'étais là?

Q: A l'OTAN?

MULRONEY: Pas l'OTAN, en Afrique. Un mois, un mois...

Q: Vous étiez mieux accueilli ici, je trouve.

MULRONEY: Pardon?

Q: Vous étiez mieux accueilli ici qu'au Commonwealth, je veux dire, le discours canadien était...non?

MULRONEY: Mais oublie pas que ce discours-là a fait son chemin depuis un mois. Il y a bien des pays qui depuis, se

6132363370 2

10 -

disent oui, il a raison. Nous autres, on en a entendu parler d'un peu partout à travers le monde. Il a raison... On ne peut pas, nos ressources sont limitées, les ressources de tout le monde sont limitées. Alors, est-ce qu'on va continuer une politique ou parce que c'était dans la vieille tradition, nous avons donné notre argent et nos programmes d'aide aux premiers qui en demandent, ou allons-nous se donner des critères plus sévères qui respectent la dignité individuelle et les droits de la personne? Donc ça, cette politique, cette prise de position intéresse... j'en ai entendu parler souvent par exemple à l'OTAN. On s'est ramassé à l'OTAN et plusieurs des dirigeants ont approché d'autres qui m'avaient appelé.

Alors là, j'arrive au Sommet de la Francophonie et je vois que l'idée fait son chemin et ce qui est intéressant, c'est le nombre de pays ici, (inaudible) de la Francophonie qui m'ont dit, non seulement votre politique est malade, mais nous qui essayons de se donner des structures démocratiques, c'est indispensable pour nous. Ce que tu disais comme étant le dividende ou le bénéfice de la démocratie, c'est ça. Alors, c'est ce que nous allons faire. J'étais frappé par le nombre de pays francophones qui se cherchent, qui cherchent à se donner des structures et des traditions maintenant démocratiques qui ont dit, voilà, c'est la politique que nous avons à suivre. Et donc, j'étais très encouragé par ça.

Mais à part de ça, ça va bien, Patrick.

Q: Il y a deux petites questions quand même. Il a été très... M. Mitterrand hier en vous présentant a fait un hommage très, très appuyé. Ça dû vous faire plaisir, non?

6132363370 2

- 11 -

MULRONEY: Oui, c'était spontané.

Q: C'était pas préparé?

MULRONEY: C'était pas préparé, c'était spontané de sa part. Ça m'a touché parce que ça reflète un peu nos relations personnelles et c'est un commentaire sur le travail sérieux que nous avons fait ensemble. Alors, j'ai hautement apprécié son commentaire.

Q: Et puis la dernière question c'est sur...le Zaïre est toujours candidat à l'organisation d'un sommet. Je suppose que ça pose un problème...

MULRONEY: Ah oui mais j'ai l'impression que cette vague de démocratisation a gagné tout le Sommet de la francophonie. L'orientation...ceux qui ne sont pas dans la vague risquent de tout perdre. Parce que l'avenir appartient à ceux qui vont...qui s'engagent résolument dans la voie de la démocratisation et des droits de la personne. Ça, il n'y a pas à sortir de là. Ça, c'est la réalité du début jusqu'à la fin.

Q: On a déjà discuté un peu de qui organisera le prochain sommet?

MULRONEY: Oui, ça s'est discuté, c'est Marc qui en a discuté et je pense que c'est l'Ile-Maurice.

6132363370 2

- 12 -

Q: Oui, c'est ce que j'ai entendu aussi.

MULRONEY: Mais normalement c'est un peu la décision, la dernière décision du sommet qui aura lieu demain, mais c'était au niveau de Marc et c'est une recommandation qu'il m'a fait. Moi, je serais prêt à endosser rapidement.

Q: Oui, c'est pas mal l'Ile-Maurice.

MULRONEY: Pour nous autres; toi aussi, t'aimerais ça?

Q: Oui.

MULRONEY: O.K., Patrick, portez-vous bien. Salutations à la famille.

Q: Vous aussi puis bonne chance monsieur, les sondages font (inaudible)...

MULRONEY: Comme je disais à...qui dont...à Edith Cresson l'autre jour...

Q: (Inaudible)...

MULRONEY: Oui mais écoutez, l'opinion publique, ça veut dire quoi? Vous avez le procureur général des Etats-Unis de

6132363370 2

- 13 -

George Bush, Dick Forenber, deux fois gouverneur de la Pensylvanie. Puis un gars très bien connu avec un très grand (inaudible) formidable. Il se présente au Sénat, il commence la course avec une avance de 44 points dans les sondages; 52 jours après, il perd par 14 points, un swing de 60 points dans 52 jours. Ca veut dire quoi?

Q: (Inaudible)...

MULRONEY: Voilà, alors il ne faut pas s'en occuper. Ce qu'il faut faire c'est de faire ce que l'on croit être valable et on verra. Je ne suis pas plus inquiet que ça. O.K., mon ami.

Q: Vous, vous êtes candidat pour un troisième mandat alors?

MULRONEY: Ah, Patrick, tu pourras venir à Ottawa, tu pourras venir nous voir à Ottawa à 24 Sussex longtemps...

Q: Vous avez dit (inaudible)...

MULRONEY: Est-ce que c'est mon problème? C'est que non seulement as-tu raison, que j'ai dit que je ne ferai que deux mandats? Je l'ai dit à Gilbert Lavoie. Je ne peux pas dire, c'est une menterie ça...

(CHEVAUCHEMENT)

11/20/91

17:05

FMO PRESS OFFICE

NO. 929

P015/015

6132363370 2

11/20/91

14:38

MEDIA TAPES & TRANSCRIPTS 2

NO. 266

P015/015

- 14 -

MULRONEY:

...Patrick, à Paris...

Q:

J'ai pas vu Baie-Comeau, j'ai vu Chibougameau.

\*\*\*\*\*

E. SCRUM

M. Mulroney  
M. Aristide

NOV 20 '91 16:23

P02

11/20/91

15:21

NO. 367

F002/009

LCD / LCRY / IFX / IMH BMM / NM

- 1 -

<b>M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTD.</b>	
60 QUEEN STREET • SUITE 600 • OTTAWA K1P 5Y7 — (613) 238-4895 — FAX (613) 236-3370	
PROGRAM: EMISSION:	SCRUM
DATE: DATE:	LE 20 NOVEMBRE 1991
NETWORK / STATION: RESEAU / STATION:	MULRONEY ET ARISTIDE
TIME: HEURE:	01438

RECU / RECEIVED  
AFFAIRES EXTERIEURES  
EXTERNAL AFFAIRS/

NOV 21 1991

IFX

A PARIS

(PIETRE QUALITE SONORE)

MULRONEY: Le président Aristide et moi avons eu un entretien très utile. J'ai réitéré au président la détermination du Canada à contribuer à son retour aux affaires dans les meilleurs délais de concert avec la communauté internationale. Aux yeux du gouvernement canadien le président Aristide demeure le président légitime d'Haïti élu par la majorité de façon tout à fait démocratique. Le Canada a déjà dénoncé de la façon la plus claire le coup d'Etat qui a évincé le président Aristide qui a été élu, comme je mentionne, de façon démocratique au cours d'une élection qui s'est déroulé en présence (difficultés techniques)...étrangers et grand nombre de Canadiens.

Nous avons également suspendu notre programme d'aide bilatérale avec Haïti. Nous participons (difficultés techniques)...déjà ses effets en Haïti. Nous avons été très actif au sein de l'Organisation des états américains pour faire pression sur le gouvernement illégal de Port-au-Prince. Nous sommes d'autant plus déterminé à réussir dans le cas d'Haïti du fait qu'il existe entre le Canada et Haïti des liens

NOV 20 '91 16:24

P03

11/20/91 15:22

NO. 367 P023/009

- 2 -

d'amitié profond et ancien et qu'une importante communauté d'origine haïtienne vit chez nous, surtout à Montréal.

Alors, il y aura des rencontres dans les prochains jours. Le gouvernement et le peuple canadien appuient entièrement le président dans ses démarches. Et nous avons bon espoir que dans des délais raisonnables on verra le président Aristide de retour chez lui avec l'appui de la communauté internationale et dans le respect intégral du processus démocratique.

Alors, merci M. le président qui viendra nous voir à Montréal et à Ottawa, on espère, probablement le neuf et le dix décembre. Reste à préciser. Mais dans les prochains jours à Ottawa et à Montréal et peut-être également à Québec. Et ça sera avec grande joie que le population canadienne vous recevra M. le président.

ARISTIDE: C'est aussi avec grande joie que j'accueille cette invitation, que je partage cette solidarité et qu'au nom du peuple haïtien, M. le premier ministre, je vous remercie en remerciant également le peuple canadien pour cette solidarité. Merci mille fois. Ça nous donnera l'occasion d'alimenter les liens d'amitié tissés au long du temps entre nous, Haïtiens, et vous-autres, Canadiens, Québécois. Le peuple haïtien (inaudible)...aux dimensions de cette amitié, de cette solidarité, et c'est en (inaudible) encore une fois que je vous remercie mille fois, M. le premier ministre.

Q: M. Mulroney, jusqu'où le Canada est prêt à aller pour rétablir le président Aristide dans ses fonctions?

NOV 20 '91 16:25

P04

11/20/

15:23

NO. 367

P004/009

- 3 -

MULRONEY: Nous participons au boycott de l'Organisation des états américains. Nous exerçons une pression auprès de toutes les instances internationales. La Francophonie (inaudible)... résolution canadienne que le coup d'Etat a été condamné; aux Nations Unies, au Commonwealth, auprès du G-7. Et nous posons tous les gestes possibles en faveur du président Aristide.

Q: (inaudible)...pas aller plus loin (inaudible)...une intervention plus directe que ça...

MULRONEY: Pas pour l'instant, pas pour l'instant, parce que le président lui-même nous a incité à beaucoup de prudence au-delà d'une action semblable.

Q: (inaudible)...plus tard pour le Venezuela, M. Mulroney a fait état de contacts et de discussions. Est-ce que...qu'est-ce qui se passe? Est-ce qu'il y a une autre phase de négociation qui s'amorce?

ARISTIDE: Effectivement, ce soir je pars pour Caracas. Vendredi je serais en Colombie pour une rencontre prévue entre des parlementaires haïtiens, des membres de l'OEA et moi-même pour explorer la route du retour, voir quelles sont les concessions qui doivent être faites, qu'est-ce qui peut être dit pour ainsi ouvrir la porte du retour.

Q: ...parlementaires qui vont parler au nom du gouverne-

NOV 20 '91 16:26

P05

11/20/91

15:24

NO. 367

P005/009

- 4 -

ment en place à l'heure actuelle dans votre pays?

ARISTIDE: (inaudible)...le président de la commission de l'OEA qui s'était rendu en Haïti. J'allais y rencontrer le président de la Chambre des députés, le président de la Chambre du sénat. Il en aura-t-il d'autres? Je ne sais pas. Ca reste à être précisé.

Q: M. Mulroney (inaudible)...certaines informations (inaudible)...gasoline et d'autres marchandises qu'ils ont trouvé(?) en Haïti. Qu'est-ce que le Canada peut faire et compte faire là-dessus?

MULRONEY: Ca se peut qu'il y ait toujours un glissement. Ca arrive dans toutes circonstances, mais nous savons que les agissements ou les actions des pays de l'OEA ont un effet dramatique sur l'économie haïtienne et l'économie pourra pas résister longtemps à une action collective de cette nature. Alors, nous avons bon espoir, nous espérons que le dialogue entamé et provoqué sans doute par l'action de l'OEA portera, provoquera des fruits de escomptés, les résultats escomptés.

Q: M. Mulroney, vous savez probablement qu'il y a 1 500 réfugiés de la mer haïtiens qui vont être probablement repoussés par les Etats-Unis au cours des prochains jour. Est-ce que le Canada a l'intention de tenter une action auprès des Américains, par exemple, pour les faire changer d'idées le temps que la situation soit rétablie?

NOV 20 '91 15:26

P06

- 5 -

MULRONEY: Je pense que, si je ne m'abuse, un tribunal américain est déjà intervenu là-dessus dans la nuit dernière. Et il y a plusieurs sénateurs et représentants américains qui ont protesté avec véhémence contre cette action de l'administration américaine. Alors, on a bon espoir que les décisions seront changées de nature à favoriser la venue et l'acceptation de ces réfugiés aux Etats-Unis. Ça serait complètement, ça serait particulièrement difficile pour les réfugiés haïtiens si on les empêchait de rentrer en pareilles circonstances.

Q: (inaudible)...on a dit que la France (inaudible)... la position(?) en Haïti. Est-ce que le Canada souhaite (inaudible)...la position que la France avait avant, avant-hier?

MULRONEY: (inaudible)...

Q: (inaudible)...que le président de la République française n'a pas dit grand chose tandis que vous dans votre intervention hier vous avez été très clair et catégorique.

MULRONEY: Le Président de la République a toujours supporté activement le président Aristide et, évidemment, nous sommes plus près physiquement d'Haïti. Et nous sommes membre de l'Organisation des états américains. D'ailleurs, une des raisons pourquoi que mon gouvernement a insisté que le Canada se joigne finalement à l'Organisation des états américains, c'était justement de

NOV 20 '91 16:27

P07

11/20/ 15:25

NO. 367 P007/009

- 6 -

pouvoir participer dans les, dans les grandes questions de politique qui affectent notre région du monde, n'est-ce pas? Alors, voilà. En Haïti il y a ce coup d'Etat illégal, intervention de l'Organisation des états américains avec le Canada. Et nous avons joué un rôle directe là-dedans. Nous allons continuer cette action politique en faveur du président Aristide.

NON-IDENTIFIÉ: ...le président doit nous quitter dans quelques minutes pour une conférence de presse. On va prendre une dernière question.

Q: Can I just ask a question in English please?  
(inaudible)...the nature of the international community  
(inaudible)...Prime Minister. What do you think the chances that President Aristide will be reinstated in his country? And if I could ask the same question to the president?

MULRONEY: Well, perhaps the president can go first. He knows... and then I'll try to answer it after, Diana.

ARISTIDE: Well, we think if the embargo will be success, and that can be, the door will be open to go back and to have democracy back in Haïti. When we say that it's because we believe in non-violence and we are sure the same way we already condemned all kind of violence using these embargo that can push the putchists to negotiate and that way, always, on the light of the constitution we can talk together with respect having these success because of the embargo and

NOV 20 '91 16:28

P08

- 7 -

then as I already said democracy will be back in Haiti.

MULRONEY: I've spoken, Diana, recently with President Bush and with President Carlos Andres Perez of Venezuela, Prime Minister Michael Manley of Jamaica, who are particularly interested in this question. All of us, and the members of the Organization of American States, feel that it is very, very important that the embargo be successful and that President Aristide be returned to office. Because this is a first, both in the hemisphere and as it relates to Haiti and its involvement with the Organization of American States.

And I can tell you right now that those people who have illegally usurped office in Haiti are going to find how difficult it really is. Because they have become a pariah nation as far as the international community is concerned and we are going to keep the pressure on daily until such time as the duly elected president of Haiti is returned to office. And we're pretty confident, we can't foresee the future, but we're pretty confident that the actions that we've taken and others that we're contemplating will be successful.

Q: (inaudible)...M. le premier ministre, on a utilisé la marine pour (inaudible) l'embargo commercial fonctionnait. Pourquoi...je ne parle pas d'intervention directe, mais seulement de s'assurer par des voies maritimes que l'embargo fonctionne (inaudible)...M. le président (inaudible)...quelle est la différence dans le sens Haïti et le Koweït?

MULRONEY: A date, nous sommes assez convaincu, Michel, que l'em-

NOU 20 '91 16:28

P09

11/20/9

15:26

NO. 367

P009/009

- 8 -

l'argo fonctionne presque intégralement. Si on avait, on changeait d'idée on prendrait la décision qui s'impose. Mais on est assez convaincu que ça va bien. Ca va même très bien.

Merci.

Q: (inaudible)... M. Mulroney ce que vous pensez du retournement de M. Chrétien?

MULRONEY: Bonjour messieurs.

\*\*\*\*\*

F. INTERVIEW

M. Mulroney

6132363370 2

- 1 -

9 JFX/IMH/LCD/LCR/RBR/RGZ

M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTD.

BMM/NM

80 QUEEN STREET • SUITE 600 • OTTAWA K1P 5Y7 — (613) 236-4885 — FAX (613) 236-3370

PROGRAM: EMISSION:	INTERVIEW	DATE: DATE:	LE 20 NOVEMBRE 1991
NETWORK / STATION: RESEAU / STATION:	PARIS	TIME: HEURE:	-----

PM BRIAN MULRONEY

Q: Bienvenue à Paris, alors.

BRIAN MULRONEY: Merci beaucoup.

Q: Ça fait trois mois déjà, M. Mulroney...

MULRONEY: Ça fait...pour le moment...il y a un an.

Q: Vous êtes content de ce sommet?

MULRONEY: Oui, ça va bien.

Q: ...bien selon vos vœux?

MULRONEY: Bien, c'est-à-dire, ça se passe bien. C'est un...il y a deux choses que je constate. D'abord, il y a une action concrète, extrêmement importante en faveur de la progression des démocraties en Afrique, primo. Et en deuxième lieu, je constate

REÇU / RECEIVED  
AFFAIRES EXTÉRIEURES  
EXTERNAL AFFAIRS

NOV 21 1991

IEX

47

6132363370 2

- 2 -

l'évolution rapide de la Francophonie. De par l'agenda, la complexité de l'agenda, on voit dans quelle mesure qu'il y a eu un progrès remarquable depuis sa création. Et je suis assez bien placé pour en juger parce que j'arrive du Sommet du Commonwealth, le pendant anglophone, mais qui existe depuis presque 40 ans. Et je constate que le Sommet de la francophonie a progressé à pas de géant, afin de rattraper son collègue, et avec pas mal de succès.

Q: Les Français parfois vous reprochent d'avoir trop de (inaudible), si je peux me permettre cet anglicisme. Le Canada en général, un peu la locomotive de la Francophonie. Autrement dit, est-ce que s'il n'y avait pas le Canada, est-ce qu'aujourd'hui le Sommet francophone serait là?

MULRONEY: Oui, c'est plutôt l'inverse. C'est que la Francophonie, le Sommet de la francophonie ne pourrait exister sans la France. La France, c'est la pierre angulaire de l'existence même du Sommet de la francophonie. Le Canada y joue un rôle intéressant mais complémentaire. Et bien sûr, nous sommes un grand pays industrialisé, nous sommes en mesure de prendre nos responsabilités, nous avons d'importants programmes bilatéraux, avec tous les pays en voie de développement; parfois et selon les circonstances, des programmes plus importants que la France. Mais la France demeure selon tous les barèmes internationaux le pays qui contribue le plus per capita aux pays en voie de développement. Et c'est tout en son honneur. Et c'est dans ses traditions. Alors, le Canada travaille loyalement avec tous ses

6132363370 2

- 3 -

collègues et nous avons parfois des priorités différentes qu'on fait valoir. Mais c'est un cours normal des choses, ça représente tout simplement une dimension de la politique nationale canadienne.

Prenez par exemple notre décision que j'ai annoncée au Commonwealth. De lier de plus en plus notre aide aux pays en voie de développement à un progrès certain au chapitre des droits de la personne. C'est une décision réfléchie de notre côté, de notre part, où on se dit, malgré le fait que le montant ultime soit important, que l'on affecte aux pays en voie de développement, le montant reste déterminé. Il y a des limites à tout. Alors, s'il y a des pays et des dirigeants de pays qui s'efforcent véritablement à s'enligner vers une évolution démocratique et qui font des pieds et des mains pour protéger les droits fondamentaux de la personne, pourquoi qu'on n'affectera pas une partie de plus en plus importante de notre avoir national en faveur des pays comme ça, au lieu de le donner, sans faire de jugement, à un autre pays qui lui, aurait presque...aux politiques de brimer les droits de la personne.

Q: (Inaudible)...

MULRONEY: C'est la conséquence. Alors aujourd'hui par exemple à ce sommet, j'ai rencontré des nouveaux et des jeunes présidents de (inaudible) Afrique par exemple, le Mali, au Congo, au Bénin, etc., où il y a un processus démocratique bel et bien engagé, où ces gens-là essayent par tous les moyens raisonnables de propager les valeurs démocratiques et les valeurs fondamentales, où le Canada va les aider. Et dans chacun de ces cas-là que je viens de vous annoncer, j'ai

49

6132363370 2

- 4 -

déjà...j'ai rencontré les dirigeants, nous allons affecter des sommes importantes en leur faveur. Et évidemment, Patrick, ça concorde également avec notre décision d'établir une unité démocratique avec le Québec, au sein de la Francophonie, au sein de l'ACCT.

Q: Excusez-moi mais là, vous poussez en avant, vous poussez la Francophonie parce que quand on écoutait les Français hier, vous aviez l'air de dire oui, c'est une proposition canadienne, on verra à la conférence ministérielle. Mais là vous, vous mettez de l'argent dedans, (inaudible)...structurer.

MULRONEY: Absolument. Ce matin, j'ai rencontré le président du Bénin. On l'a écouté, on est au courant bien sûr de son travail démocratique. Ce n'est pas sur le champ que nous avons consenti des montants d'importance (inaudible). Nous avons fait la même chose avec le Mali, nous avons fait la même chose avec le Congo parce qu'on y croit et on marche. Que les autres nous suivent, c'est de leur affaire, mais il y a aucun doute que le Sommet de la francophonie lui-même va endosser les grands principes, les droits de la personne. Comme j'ai dit dans mon discours, la France c'est quand même le berceau des droits de la personne et des valeurs démocratiques. Alors, on est ici.

Q: Oui mais en même temps, on a l'impression que la Francophonie, notamment en Afrique, c'est (inaudible)...et que le Canada quelque part, ça énerve un peu les fonctionnaires français et que c'est vos relations avec Mitterrand qui

6132363370 2

- 5 -

font que les choses s'aplanissent.

MULRONEY: Peut-être que ça énerve certains fonctionnaires mais je vous assure que ça n'énerve pas votre président de la République qui lui... On constate que l'on voit par exemple, M. Mitterrand et moi, que ça soit au G-7, que ça soit à l'OTAN ou au Sommet de la francophonie, on constate lui et moi, ex post facto. Le Canada, la France semblent, pas dans tous les cas mais dans la quasi totalité des cas et sur les grandes questions d'actualité, on se trouve sur la même longueur d'onde. Alors c'est pas surprenant que M. Mitterrand et moi-même, on se trouve sur la même longueur d'onde au Sommet de la francophonie en ce qui concerne la protection des droits de la personne. Maintenant, comment promouvoir cette notion-là? Chaque pays va être obligé de procéder à sa façon. Nous, nous allons agir et rapidement, comme je l'ai fait aujourd'hui, comme nous l'avons fait aujourd'hui. Je veux dire, j'ai eu au moins quatre rencontres, peut-être cinq, je m'excuse, six avec Aristide. Six rencontres aujourd'hui et dans tous les cas, ça porté... Aristide, Diouf, Bénin, Congo, et le Mali. Cinq ou six et dans tous les cas, ça a porté sur l'évolution démocratique et le Canada a, comme je dis, engagé la force de sa diplomatie et ses contacts au niveau international et on a débloqué des centres importants dans chacun de ces cas.

Q: Vous avez invité M. Aristide à venir début décembre, je crois.

6132363370 2

. 6 -

MULRONEY: Oui, le 9 et 10 décembre. Il va faire Montréal et Ottawa.

Q: Vous croyez à ses chances de retour?

MULRONEY: Oui.

Q: (Inaudible)...

MULRONEY: Oui, et je pense également que l'embargo commence à avoir un effet sérieux. Mais, Patrick, comme je l'ai mentionné, c'est une des raisons pourquoi j'ai insisté que le Canada se joigne finalement à l'Organisation des Etats Américains l'an dernier. Parce que je trouvais très cocasse que le Canada soit absent de l'organisme qui doit, qui devait descendre des intérêts de notre région du monde. Mais à cause de notre présence, on a pu jouer un rôle clé dans le dossier Haïti. Et, bien évidemment, c'est un complément de la politique que j'ai annoncée au Sommet de la francophonie.

Q: Sur les institutions, vous êtes satisfait du processus?

MULRONEY: Oui, je savais...il y a eu un...

Q: Il y a eu un...

MULRONEY: Oui, il y a eu, semble-t-il, dans les mois qui ont précédé le sommet, il y a eu certaines divergences de vue

6132363370 2

- 7 -

assez bien marquées. J'ai rencontré le président Mitterrand, on en a discuté lui et moi, et comme il dit, nous avons des relations personnelles si excellentes, ce serait concevable que nos subalternes aient des divergences de vue sur un projet quand même qui est en commun. Alors, on l'a regardé lui et moi, et on a trouvé avec nos collègues une formule qui a permis le règlement du dossier rapidement.

Parce que comme je l'ai mentionné dans d'autres circonstances, il n'y a aucun doute que n'eut été de la présence de François Mitterrand et de Laurent Fabius(?) qui était son premier ministre à ce moment-là, il n'y en aurait jamais eu de Sommet de la francophonie. Mais ils ont posé des gestes, de grands gestes. Dans le cas de Mitterrand quand même, un geste visionnaire. Et qui a donné lieu quand même à cette institution d'envergure internationale après seulement cinq ou six ans. Mais regardez 25 ou 30 à l'avenir, et essayer d'envisager l'impact de cet organisme international et vous verrez l'ampleur de cet héritage.

Q: Vous avez eu des contacts avec les Bulgares, les Roumains?

MULRONEY: Avec?

Q: Les Bulgares et les Roumains?

MULRONEY: Oui, je vois le président de la Roumanie demain matin je pense, à 9 h 00, et j'ai une rencontre de prévue avec les Bulgares, je pense, au courant de la journée.

6132363370 2

- 8 -

Q: Il y a des projets prévus vers l'Europe de l'Est?

MULRONEY: C'est surtout vis-à-vis l'Europe de l'Est. Quand je suis allé à Stanford, j'ai proposé justement que l'on double l'avoir, la capital action...excuse-moi, je fais marche arrière. Les pays en voie de développement se disent, on est (inaudible) par des développements en Europe de l'Est et en Union soviétique parce qu'on craint que les investissements et les projets de développement qui normalement, devraient être affectés aux pays vraiment en voie de développement soient (inaudible), contournés ou dirigés vers l'Europe de l'Est. Alors, comment...est-ce que l'on dit tout simplement non, non, ça ne se passera pas comme ça. Voici une série de vieux (inaudible), ou doit-on prendre des mesures concrètes? Alors, quelles seraient ces mesures?

Alors moi j'ai proposé que la Banque européenne de développement économique que préside Jacques Catelli à Londres a une capitalisation au moment qu'on se parle, de douze milliards de dollars. Nous, nous sommes actionnaires là-dedans. Donc, j'ai proposé à Stanford dans un discours majeur au mois de septembre que l'on double la capitalisation à 25 milliards américains. Et on faisait du leveraging, disons du 4.1. Ça vous donnerait un montant de l'ordre de 100 milliards de dollars qui pourrait être investi directement en Europe de l'Est. Sans toucher en aucune façon les montants croissants que les pays industrialisés doivent affecter aux pays du Sud. Alors c'est un peu notre approche, un peu l'approche canadienne. Et on essaye...donc, la Roumanie, Bulgarie, nous allons les toucher par le biais d'une autre

6132363370 2

- 9 -

institution. Pas tellement par la Francophonie, en partie bien sûr, en vertu de nos programmes généraux, en vertu de l'AOCT. Mais grosso modo, l'aide en provenance de la Banque et de d'autres institutions, la Banque mondiale, la PMI, ce sont les institutions qui vont les aider.

Q: Ce serait à peu près tout ce que je voulais vous demander sur ce sujet. Il y a d'autres points sur lesquels vous voulez mettre l'accent, quelque chose qui vous a particulièrement frappé?

MULRONEY: Pas vraiment, j'ai été frappé vraiment par...j'arrive par exemple, j'arrive presque du...on était au, il y a deux semaines, trois semaines que j'étais là?

Q: A l'OTAN?

MULRONEY: Pas l'OTAN, en Afrique. Un mois, un mois...

Q: Vous étiez mieux accueilli ici, je trouve.

MULRONEY: Pardon?

Q: Vous étiez mieux accueilli ici qu'au Commonwealth, je veux dire, le discours canadien était...non?

MULRONEY: Mais oublie pas que ce discours-là a fait son chemin depuis un mois. Il y a bien des pays qui depuis, se

6132363370 2

10 -

disent oui, il a raison. Nous autres, on en a entendu parler d'un peu partout à travers le monde. Il a raison... On ne peut pas, nos ressources sont limitées, les ressources de tout le monde sont limitées. Alors, est-ce qu'on va continuer une politique ou parce que c'était dans la vieille tradition, nous avons donné notre argent et nos programmes d'aide aux premiers qui en demandent, ou allons-nous se donner des critères plus sévères qui respectent la dignité individuelle et les droits de la personne? Donc ça, cette politique, cette prise de position intéresse... j'en ai entendu parler souvent par exemple à l'OTAN. On s'est ramassé à l'OTAN et plusieurs des dirigeants ont approché d'autres qui m'avaient appelé.

Alors là, j'arrive au Sommet de la Francophonie et je vois que l'idée fait son chemin et ce qui est intéressant, c'est le nombre de pays ici, (inaudible) de la Francophonie qui m'ont dit, non seulement votre politique est malade, mais nous qui essayons de se donner des structures démocratiques, c'est indispensable pour nous. Ce que tu disais comme étant le dividende ou le bénéfice de la démocratie, c'est ça. Alors, c'est ce que nous allons faire. J'étais frappé par le nombre de pays francophones qui se cherchent, qui cherchent à se donner des structures et des traditions maintenant démocratiques qui ont dit, voilà, c'est la politique que nous avons à suivre. Et donc, j'étais très encouragé par ça.

Mais à part de ça, ça va bien, Patrick.

Q: Il y a deux petites questions quand même. Il a été très... M. Mitterrand hier en vous présentant a fait un hommage très, très appuyé. Ça dû vous faire plaisir, non?

6132363370 2

- 11 -

MULRONEY: Oui, c'était spontané.

Q: C'était pas préparé?

MULRONEY: C'était pas préparé, c'était spontané de sa part. Ça m'a touché parce que ça reflète un peu nos relations personnelles et c'est un commentaire sur le travail sérieux que nous avons fait ensemble. Alors, j'ai hautement apprécié son commentaire.

Q: Et puis la dernière question c'est sur...le Zaïre est toujours candidat à l'organisation d'un sommet. Je suppose que ça pose un problème...

MULRONEY: Ah oui mais j'ai l'impression que cette vague de démocratisation a gagné tout le Sommet de la francophonie. L'orientation...ceux qui ne sont pas dans la vague risquent de tout perdre. Parce que l'avenir appartient à ceux qui vont...qui s'engagent résolument dans la voie de la démocratisation et des droits de la personne. Ca, il n'y a pas à sortir de là. Ca, c'est la réalité du début jusqu'à la fin.

Q: On a déjà discuté un peu de qui organisera le prochain sommet?

MULRONEY: Oui, ça s'est discuté, c'est Marc qui en a discuté et je pense que c'est l'Ile-Maurice.

6132363370 2

- 12 -

Q: Oui, c'est ce que j'ai entendu aussi.

MULRONEY: Mais normalement c'est un peu la décision, la dernière décision du sommet qui aura lieu demain, mais c'était au niveau de Marc et c'est une recommandation qu'il m'a fait. Moi, je serais prêt à endosser rapidement.

Q: Oui, c'est pas mal l'Ile-Maurice.

MULRONEY: Pour nous autres; toi aussi, t'aimerais ça?

Q: Oui.

MULRONEY: O.K., Patrick, portez-vous bien. Salutations à la famille.

Q: Vous aussi puis bonne chance monsieur, les sondages font (inaudible)...

MULRONEY: Comme je disais à...qui dont...à Edith Cresson l'autre jour...

Q: (Inaudible)...

MULRONEY: Oui mais écoutez, l'opinion publique, ça veut dire quoi? Vous avez le procureur général des Etats-Unis de

6132363370 2

- 13 -

George Bush, Dick Forenbor, deux fois gouverneur de la Pensylvanie. Puis un gars très bien connu avec un très grand (inaudible) formidable. Il se présente au Sénat, il commence la course avec une avance de 44 points dans les sondages; 52 jours après, il perd par 14 points, un swing de 60 points dans 52 jours. Ca veut dire quoi?

Q: (Inaudible)...

MULRONEY: Voilà, alors il ne faut pas s'en occuper. Ce qu'il faut faire c'est de faire ce que l'on croit être valable et on verra. Je ne suis pas plus inquiet que ça. O.K., mon ami.

Q: Vous, vous êtes candidat pour un troisième mandat alors?

MULRONEY: Ah, Patrick, tu pourras venir à Ottawa, tu pourras venir nous voir à Ottawa à 24 Sussex longtemps...

Q: Vous avez dit (inaudible)...

MULRONEY: Est-ce que c'est mon problème? C'est que non seulement as-tu raison, que j'ai dit que je ne ferai que deux mandats? Je l'ai dit à Gilbert Lavoie. Je ne peux pas dire, c'est une menterie ça...

(CHEVAUCHEMENT)

11/20/91

17:05

FMO PRESS OFFICE

NO. 929

P015/015

6132363370 2

11/20/91

14:38

MEDIA TAPES & TRANSCRIPTS 2

NO. 266

P015/015

- 14 -

MURONEY: ...Patrick, à Paris...

Q: J'ai pas vu Baie-Comeau, j'ai vu Chibougameau.

\*\*\*\*\*

G. BRIEFING

M. Lortie

M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTD.

60 QUEEN STREET • SUITE 600 • OTTAWA K1P 5Y7 — (613) 238-4885 — FAX (613) 238-3370

PROGRAM: BRIEFING  
EMISSION:

DATE: 20 NOVEMBRE 1991  
DATE:

NETWORK / STATION: PARIS  
RESEAU / STATION:

TIME: --  
HEURE: --

BRIEFING DE MARC LORTIE SUR LE SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

MARC LORTIE: Laissez-moi vous parler rapidement de...alors  
je ne voudrais pas usurper le rôle de la présidence parce  
que je crois que M. Bernard va venir un petit peu plus tard. Mais très  
rapidement je vais...

NON-IDENTIFIE: (Complètement inaudible)....

LORTIE: Très bien. Alors, aujourd'hui, la réunion était  
consacrée principalement au volet - coopération de la  
Francophonie -. Elle a commencé à 9 h 30 ce matin avec d'abord le  
rapport...un rapport assez isototérique du président du CIS faisant  
rapport au Sommet des activités du CIS, du Comité international du suivi  
depuis Dakar et ensuite, la conférence a entendu le Président du Comité  
international préparatoire parler de l'institutionnel. Vous étiez à mon  
briefing hier soir vous avez entendu parler de l'institutionnel. Donc, la  
conférence a adopté la forme institutionnelle proposée qui vise la  
simplification des instances ainsi que le renforcement du politique sur  
l'opérationnel. J'irais pas plus loin parce qu'on l'a fait hier soir ce

- 2 -

déroulement institutionnel c'est dépassé.

Le volet coopération est immédiatement entré en jeu sous cinq rubriques. D'abord la première rubrique: culture et communication. Et c'est à ce moment-là que les chefs d'Etat et de gouvernement ont été saisiés du projet de TV-5 Afrique, de l'extension de TV-5 sur l'Afrique. Et ils ont adopté avec enthousiasme je crois l'extension de TV-5 Afrique. Donc, première réalisation concrète dans le domaine coopération, TV-5 Afrique. Le représentant Val-Louis Féaud (?) le président-ministre de la Communauté française de Belgique a insisté fortement sur le volet communication de l'importance de la radio et il a proposé de faire un projet un peu comme TV-5 mais pour la radio qui s'appellerait Radio 5 et il l'a proposé et le Canada rapidement l'a appuyé sur cette proposition dont les détails restent encore une fois à déterminer.

Le sujet...

Q: (inaudible)....

LORTIE: A tout l'espace francophone de l'Afrique. Mais je crois que pour vous répondre, la plus grande partie de l'Afrique sera couverte parce qu'on aura mis le signal sur le satellite, il arrosera la plus grande partie d'Afrique.

Q: ...(inaudible)...

LORTIE: Pardon?

Q: Combien?

- 3 -

LORTIE: Le coût? Le coût pour l'instant est évalué à 30 millions de francs pour les deux premières années. Ce qui veut dire qu'envoyer le signal sur l'Afrique en dollars canadiens six millions de dollars pour les deux premières années. Mais dans ce programme de TV-5 Afrique, nous avons annexé également des montants d'argent pour aider la production du Sud. L'Agence a proposé un programme très précis de 25 millions de francs, cinq millions de dollars pour aider à la production du Sud et la France a annoncé ou a réitéré son intention comme elle l'avait fait il y a deux jours de lancer ce programme qui s'appelle - Ecran du Sud - dans lequel elle injectera 20 millions de francs pour aider à la production d'images du Sud qui pourront être diffusées auprès de nos opinions publiques via TV-5.

Q: (inaudible)...

LORTIE: C'est ça. Le vingt étant un apport français.

Q: ...(inaudible)...

LORTIE: Indépendant du 25. Le 25 il est Agence. Alors, voilà un petit peu pour ce matin sur les discussions. Cet après-midi les discussions ont repris sur deux sujets.

Q: (inaudible)...

LORTIE: Je m'excuse....Ce matin, j'ai fermé la porte

98

- 4 -

beaucoup trop vite. Deux autres thèmes ont été traités. Le terme éducation et formation. Les termes éducation ont été traités et les chefs d'Etat notamment de l'espace, les chefs d'Etat africains ont insisté sur l'appui qu'ils doivent recevoir notamment au niveau de l'éducation primaire, l'éducation secondaire et même d'augmenter le niveau de bourses. Le gouvernement canadien a appuyé cette proposition en annonçant le renouvellement de son programme de bourses universitaire de...je crois que vous avez les communiqués de presse ici...(inaudible) ils ont été distribués. Et dans le programme de la formation également, tout le monde a insisté sur l'importance de cette formation technique, sur le tas directement là-bas et qui pourrait permettre très rapidement à la fois où bien de trouver un nouvel emploi ou bien de se former dans un autre secteur. Et nous avons lancé un projet pilote avec le Sénégal. Le Canada a lancé un projet pilote avec le Sénégal dans le domaine de la formation pratique que le Sénégal est en train d'administrer en ce moment à la fois pour développer des techniciens dans le domaine de la radio, dans le domaine de l'édition. Voilà un petit projet dans lequel...qui vient s'inscrire dans le domaine de la Francophonie.

Enfin troisième sujet avant la fin des travaux ce matin était l'espace scientifique où il y a eu un tour de table sur l'importance de développer l'espace scientifique.

Cet après-midi, coopération juridique et judiciaire et environnement, développement. J'ai dû quitter les discussions de développement rapidement pour venir ici. Donc, je peux simplement faire le point sur coopération juridique et judiciaire. Qu'est-ce que ça veut dire coopération juridique et judiciaire? Ca veut dire qu'est-ce qu'on peut faire entre nous tous pays francophones pour 99

- 5 -

développer l'état de droit dans l'espace francophone.

Alors, on a établi des programmes pour ça. On a établi un certain plan d'action. Je vous ai parlé hier de l'unité de soutien au processus démocratique. De l'unité à la promotion des droits de l'Homme. Le Burundi qui introduisait le sujet a demandé un appui très fort au Sommet pour lancer cette structure d'accueil auprès de l'Agence. Le Congo le Togo ont répondu favorablement. Et je crois que c'est les trois ou quatre intervenants qui ont pris la parole sur le sujet: M. McKenna (?) est également intervenu sur le sujet.

Enfin, ils discutent d'environnement et de développement durable. Sur ce sujet là, on m'informe que M. Bourassa fera une intervention également sur la question environnement. Mais il ne l'avait pas fait au moment de Chaillot.

Alors voilà, c'est le portrait d'ensemble de la journée. Demain, les chefs d'Etat reprennent le travail au cours de la matinée vers 10 h 00 pour faire trois choses principalement. La première adopter la programmation et discuter...qui sera compilée ce soir par l'Agence. Adopter la programmation. Ensuite, la déclaration de Chaillot et enfin, adopter le rapport de cette conférence que le premier ministre Bourassa fera à la fin des travaux. Tout ça se terminera devant vous par une conférence de presse.

Q: ....les nouveautés du projet il y a l'expansion qui est TV-5 Afrique c'est le gros morceau non plus le programme dont vous parliez hier qui est plus modeste mais en tout cas qui est....Mais TV-5 Afrique donc c'est le principal projet concret de ce

100

- 6 -

Sommet?

LORTIE: C'est un des projets concrets. C'est un des beaux projets concrets.

Q: Le contenu de TV-5 Afrique va être totalement différent de TV-5 Europe, TV-5 Canada?

LORTIE: Au début c'est vraiment TV-5 Europe qui a un contenu de toutes les télévisions dites du Nord de TV-5 Europe qui sera répercuté sur l'Afrique. Il y a une heure par jour de programmation africaine et l'objectif à court terme est d'augmenter à deux heures et ensuite à quatre heures de programmation africaine. Et ces quatre heures subviendront au fur et à mesure que les images du fonds de production d'aide à la production se mettra en route en produira des images qui seront répercutées sur l'ensemble du réseau TV-5 à la fois chez nous, en Europe et en Afrique.

Q: Quel est le rapport entre le programme d'immunisation et la Francophonie là l'autre volet (inaudible)...?

LORTIE: Le rapport est un rapport d'un appel assez traditionnel lorsqu'on se réunit en Sommet de la francophone sur les problèmes extrêmement concrets des populations et c'est un programme très précis d'aide au niveau santé publique qui avait été initié au premier Sommet de la francophonie en 1986 et la demande

- 7 -

s'est révélée une mesure...une mesure importante pour le bien être des enfants dans l'espace francophone. Alors le gouvernement canadien a voulu renouveler parce que les fonds arrivaient...le programme se terminait c'est donc une phase 2, ce n'est pas un nouveau programme comme tel. C'est une deuxième phase.

Q: Il n'est pas réservé exclusivement aux pays francophones....?

LORTIE: Non, l'ensemble a été fait parce que c'est fait de concert avec l'UNICEF et c'est fait pour faire avec d'autres organisations. Mais, comme vous avez vu dans l'annonce, une partie très importante est réservée aux pays membres de la Francophonie.

Q: Juste une dernière question Marc. Dans l'ensemble vous avez donnés quelques chiffres là. Qu'est-ce que dans toute cette journée sur la coopération, combien d'argent a été mis sur la table en gros? Est-ce qu'il y a moyen de faire un total?

LORTIE: Bien, vous allez un petit vite Michel sur l'argent qui a été mis sur la table. C'était vraiment des projets qui ont été exprimés ils seront un petit peu compilés ce soir et demain soumis en forme un peu finale aux chef d'Etat et de gouvernement et ce seront eux qui l'adopteront. Mais les sommes ne sont pas exorbitantes.

/D:

- 8 -

Les sommes...des sommes qui ont été travaillées à la fois dans le Comité international du suivi de l'ensemble....La programmation si je peux m'exprimer ainsi, elle est préparée de très longue date. Nos experts gouvernementaux travaillent dans des comités d'experts, proposent des programmes dans le domaine de l'environnement, dans le domaine de l'éducation, dans le domaine...ensemble pour que la Francophonie se bâtisse des programmes de coopération. Et depuis un an, ils travaillent ensemble et c'est montré au Comité international préparatoire, à la ministérielle à l'Ile Maurice, retravaillé. Et les sommes qui sont retenues pour le fonds multilaréal unique sont de l'ordre d'environ 150 millions de francs pour l'ensemble de la Francophonie où l'Agence aura une responsabilité de mettre en oeuvre certains projets. Alors 150 millions de francs c'est l'équivalent d'à peu près 30 millions de dollars pour l'ensemble de la Francophonie. Et là c'est les contribution: de tout le monde, des uns et des autres.

Q: ....(inaudible)...les 150 millions c'est les sommes amenées à ce Sommet non?

LORTIE: Pour la Francophonie multilatérale.

Q: Pour ces projets?

LORTIE: Là, je ne parle pas du Canada

Q: Quelque projet de ce Sommet?

LORTIE: Oui, oui qui viennent de la programmation, qui viennent de la programmation.

Q: Non mais....

LORTIE: Nous avons eu une conférence des ministres de la Culture qui a amené des propositions. Une conférence des ministres de l'Environnement qui a amené une proposition. Nous amenions TV-5, TV-5 Afrique et c'est l'ensemble de ces propositions qui montent à la surface et qui montent au Sommet. Mais vous verrez demain, si les chefs d'Etat et de gouvernement l'acceptent, vous aurez le rapport de l'Agence, quelle est la programmation acceptée. Et c'est la première résolution demain.

Q: (inaudible)...de l'argent, 30 millions de nouvel argent pour ce Sommet ici, c'est ça?

LORTIE: Sur une période et si on se promène de Sommet en Sommet. Le Sommet de Dakar donne un certain budget aux opérateurs pour fonctionner pour l'autre Sommet.

Q: En clair oui ou non c'est 30 millions de dollars pour ce Sommet ici de nouveaux projets?

LORTIE: C'est ça.

Q: Si j'écris ça là, c'est correct bon.

- 10 -

LORTIE: Si vous écrivez ça c'est grave.

Q: Sur l'institutionnel...sur l'institutionnel...

LORTIE: Nous parlons des projets de l'Agence multilarale.  
Les projets multilatéraux qui sont tous acceptés qui sont  
discutés en ce moment.

Q: Sur les institutions?

Q: Est-ce que ces projets on peut les résumer  
rapidement? Est-ce qu'on peut en faire un petite liste,  
les projets qui vont sortir de ce Sommet?

LORTIE: Je vais le faire demain pour vous.

Q: Sur l'institutionnel suite à la réforme...

LORTIE: J'en ai donné plusieurs là.

Q: Sur l'institutionnel suite à la réforme, est-ce qu'on  
peut dire que le politique désormais primera sur tout?  
Oui, la priorités aux politiques dorénavant?

LORTIE: Oui, oui. Primauté aux politiques en effet.  
C'est la structure du Sommet d'une conférence

105

- 11 -

ministérielle du Conseil permanent de la francophonie et ensuite, l'opérationnel. Qui est l'opérationnel? Ce sont les exécutants des programmes. Alors, vous avez une structure politique qui est unique, qui est commune à l'ensemble de cette francophonie. Donc oui, une courte réponse à votre question.

Q: TV-5 Afrique (inaudible) à peu près de récepteurs il y en a 20 ou il y en a 20 millions et....ça sera basé où TV-5 Afrique puisque je vois qu'il y a de la production qui est prévue. Est-ce que il va y avoir un point où ça sera basé ou c'est pas décidé?

LORTIE: Non, ça ce n'est pas décidé. Le programme de TV-5 Afrique, Louis-Bernard est un programme évolutif et c'est l'envoi du signal, l'augmentation de la production d'images du Sud, l'aide du CIRTEF. Le CIRTEF c'est une organisation francophone qui s'appelle le Conseil international des radios et télévisions francophones dont le siège est à Bruxelles qui a la responsabilité d'aider les pays du Sud à mettre ce programmation en forme. Alors ça va passer à la fois des pays africains à Bruxelles et retransmis sur les quartiers généraux de TV-5 Europe ici à Paris, envoyé par satellique en Afrique et par satellite vers TV-5 Québec, Canada.

Q: (inaudible)....

LORTIE: Ecoutez, moi je ne sais pas.

Q: C'est important?

LORTIE: Oui, c'est très important.

Q: ...en Afrique on ne sait pas combien de gens vont pouvoir capter?

LORTIE: Non, mais moi je ne le sais pas. Je veux dire si vous demandez à TV-5, TV-5 va le savoir. Moi, je le sais pas.

Q: ....pour augmenter la programmation pour dépenser ces sommes-là et on est pas en mesure de nous dire combien de gens vont pouvoir capter ces émissions là.

LORTIE: Moi personnellement je ne sais là. Si vous demandez à TV-5...(inaudible) parce que moi je suis pas un producteur de l'image et je suis pas un diffuseur de l'image. Mais écoutez, je pense que ceci étant dit, peu importe le nombre c'est un nombre qui s'en va en s'accroissant. Ce qu'il est important de savoir c'est que TV-5 s'étend à l'espace francophone autant chez nous que chez vous que dans l'espace africain on pourra partager les meilleurs émissions.

Q: ...(inaudible)....

LORTIE: Alors messieurs, je voudrais compléter rapidement

parce que je sais que vous allez me quitter pour un briefing que M. Bourassa vous a promis.

Q: (inaudible)...?

LORTIE: Dans quelques minutes. Je voudrais rapidement passer à travers les bilatérales que le Premier ministre du Canada a fait aujourd'hui. Le Premier ministre du Canada a fait une série de rencontres bilatérales. Vous avez assisté à un point de presse après la rencontre avec M. Aristide. En plus ce matin, il vu le Président Soglo du Bénin avec lequel il a discuté de la mise en oeuvre du processus démocratique dans son pays et de ses réalisations et également de son programme économique. Je les passe rapidement.

Il a ensuite vu le Président du Mali, le Président Touré du Mali qui a demandé une aide au Canada pour organiser ses élections qui auront lieu en janvier 1992. Il a vu le Président Biya du Cameroun avec qui il a fait le point sur le processus démocratique. Le Président Biya lui a d'abord présenté au nom du peuple camerounais, les condoléances au moment du décès du cardinal Léger puisque le cardinal Léger a oeuvré énormément au Cameroun et il a demandé également que le Canada puisse envoyer des observateurs pour les élections du 16 février 1992 qui auront lieu...les élections législatives du 16 février 92 au Cameroun.

Q: Quelle était la réponse du Canada dans ces deux cas là?

LORTIE: Très positive. Très très positive.

102

- 14 -

Q: ...d'observateurs.

LORTIE: Oui, très positive. Dans le cas de.. à l'heure du lunch, le Premier ministre à l'heure du déjeuner le Premier ministre a pu avoir des entretiens rapides avec le Premier ministre...je m'excuse le Président de la Mauritanie, le Président du Tchad également et enfin, le Président du Congo. Et le Président du Congo lui a demandé également un soutien pour mettre en oeuvre...finaliser le processus démocratique et que le Canada puisse aider dans la mise en oeuvre de la prochaine échéance électorale qui s'en vient. Et là malheureusement, je n'ai pas la date dans le cas du Congo.

L'ensemble de ces conversations ont donc porté à la fois sur les questions...principalement sur l'évolution des régimes politique et la mise en oeuvre du processus démocratique dans leur pays.

Maintenant, si je reviens au Président Soglo. Le Premier ministre lui a dit que le Canada serait un partenaire du Bénin suite à la mise en oeuvre de leur processus démocratique et qu'il verrait avec Mme Landry et les autorités de l'ACDI à voir ce que le Canada peut faire. Le Président lui a déjà signalé trois grands (inaudible) d'intervention économique. D'abord, la formation professionnelle. Et le Premier ministre du Canada s'est engagé à appuyer un centre de formation en coopérative. C'est un centre pan-africain qui existe à Cotonou au Bénin et qui sert l'ensemble de la région. C'est un centre pan-africain qui sert je crois une dizaine de pays de la région et qui a demandé l'aide du Canada pour former sur place à Cotonou une certaine expertise dans le domaine des coopératives. Il lui a parlé également

109

- 15 -

d'infrastructure de fond et il a fait référence à des travaux d'importance et à l'expertise qui existe au Canada.

Vous savez que le Président Soglo était un ancien directeur de la Banque mondiale. Il est très familier avec l'expertise d'ingénierie canadienne et il a fait référence notamment à une collaboration qui pourrait peut-être s'établir avec Hydro-Québec. Il a enfin, mentionné les problèmes très importants du passage de son économie à une économie de marché et voir qu'est-ce que le Canada pourrait offrir pour aider à mettre en oeuvre à former les gens, dans le domaine de la formation. Voilà pour M. Soglo.

Avec le Président du Congo, c'était essentiellement une aide qui visait l'élection. Dans le cas du Président du Mali, l'élection aura lieu le 16 février 1992. Le Président du Mali a fait référence à deux choses: non seulement l'envoie d'observateurs mais également l'aide du Canada pour la mise en oeuvre, pour la réalisation de l'élection. Une aide technique pour la réalisation de l'élection. Une aide qui se veut très pratique qui va de l'impression d'un bulletin de vote jusqu'à faire des listes électorales, organiser des boîtes de scrutin et des bureaux de scrutin. Une aide très très pratique où le Premier ministre lui a dit que à la fois Elections Canada et Elections ..après en avoir...lorsqu'il en aura parlé avec les autorités du Québec que peut-être Elections Québec et Elections Canada pourraient travailler ensemble rapidement pour venir donner...prêter main-forte aux autorités du Mali.

Dans le Cas de M. Biya, je crois que j'ai dit...c'était essentiellement sur le processus démocratique.

Q: Est-ce qu'il y a eu rencontre avec le représentant

- 16 -

du Zaïre?

LORTIE: Non, monsieur.

Q: Je vous pose la même question que ...je change  
de sujet peut-être? Vous voulez terminer avec l'aide...

LORTIE: Sans vouloir...je vous répons non, très rapidement  
au Zaïre. Cependant, le Zaïre depuis plusieurs mois nous  
a fait connaître son désir de voir le Canada impliqué dans la mise en  
oeuvre du processus démocratique. Et ça c'est quelque chose qui est déjà  
acquis.

Q: On parle au nom de qui?

LORTIE: Je parle juste au nom de...

Q: ....(inaudible)...

LORTIE: Le Zaïre, ils ont un ministre, ils ont leur  
ambassadeur qui est ici à Paris est assez régulièrement  
dans la chaise mais il y a un ministre qui est présent et je ne peux pas  
vous dire non je l'ai oublié. Mais il y a le ministre Mokolo (?) qui est  
là qui était chargé du dossier francophonie.

Q: Est-ce que dans les discussions soit bilatérales

soit les discussions générales où quelqu'un a pas soulevé le caractère anormal de la situation où finalement la Francophonie a assez peu d'argent à donner. Mais par contre, la grosse question qui est celle de l'endettement on en discute pas ici. C'est comme si ça n'existait pas. Est-ce qu'il y a des gens qui ont soulevé ça?

LORTIE: Oui et non. Je pense que la question de l'endettement c'est traité dans le volet économique d'hier. Certains pays souhaitaient qu'on puisse organiser une conférence sur l'endettement de l'espace africain et francophone.

Q: Et vous avez pas voulu.

LORTIE: Mais là la réponse est venue en disant: écoutez, il y a des organismes mondiaux, globaux qui s'intéressent à ces questions là et ceux qui participent et ceux qui sont très actifs dans ces forums prennent en considération ce qui se dit autour de cette table que ce soit au G-7 que ce soit à la Banque mondiale au Fonds monétaire international ou encore au Club de Paris. Et c'est dans le contexte du Club de Paris où les questions de l'allègement de dettes se discutent et se font. Vous aviez une question?

Q: (inaudible)... je sais qu'il existe d'autres forums mais pourquoi pas en faire un pour l'espace francophone?

LORTIE: Mais ce qui a été fait dans le domaine de la

dette a déjà été fait Québec et ensuite à Dakar. Alors l'élimination de la dette pour les plus pauvres a été fait. Ce qui rest à faire dans le domaine de l'allègement de la dette, c'est pour les pays dits: intermédiaires à économie intermédiaire, dits intermédiaires. Alors vous en avez moins que plus dans la zone francophone. Et pour les pays dits intermédiaires, l'endroit où ils doivent discuter de leur dette est dans le contexte du Club de Paris.

Q: ....hier.

LORTIE: Allez-y. Je vous en prie.

Q: M. Mulroney a parlé hier...il voulait mettre devant tous les gens ici une idée pour soutenir les droits de la femme.

LORTIE: Oui.

Q: Et vous m'avez dit hier qu'il allait parler aujourd'hui. Est-ce qu'il a abordé le sujet aujourd'hui?

LORTIE: Je crois qu'on a un petit communiqué de presse qui lance le projet pilote, qui lance le projet pilote là. Nous avons présenté...vous n'avez pas distribué les communiqués de presse?

NON-IDENTIFIÉ: Oui, ils sont ici.

LORTIE: Bon écoutez, il y les communiqués de presse qui sont ici.

Q: ...(inaudible)....

LORTIE: Madame, la présentation a été fait et bien reçue. C'est un projet que nous lançons. Nous allons voir qu'est-ce que ça va donner dans le contexte de la Francophonie. Il est décrit ici très rapidement et qui est un projet de clinique juridique qui ira dans certains pays africains et qui s'adressera principalement, principalement à faire connaître aux femmes les codes familiaux, leurs droits et ce qui existe comme régime juridique à l'égard des femmes dans leur pays. Et ces cliniques juridiques sont organisées à la fois par des juristes qui viennent de chacun de ces pays et qui seront montrés et qui se promèneront d'un pays à l'autre. Nous avons ciblé quelques pays et nous le ferons encore au cours des prochaines avec l'aide de certains experts africains pour lancer ce programme là. Et si ça a de la valeur, c'est un programme qu'on va encourager bien sûr et qui est un programme extrêmement précis pour la promotion et la protection du droits des femmes dans l'espace francophone.

Q: M. Lortie, j'ai une question sur le projet d'unité sur la démocratie.

LORTIE: Je vous en prie.

114

-- 20 --

Q: Est-ce qu'il y a des résistances parce que vous nous parlez d'un paquet de pays qui sont pour, est-ce qu'il y a des pays qui sont moins pour?

LORTIE: Bien moi j'ai pas entendu de résistance de ma part. Je n'en ai pas entendu. Alors, je prends pour acquis que c'est un projet qui acquiert l'assentiment général.

MODERATEUR: Je pense que la dernière question il faut partir. Une dernière question.

LORTIE: Six heures moins cinq les gars.

Q: M. Lortie?

LORTIE: Oui?

Q: Il y a eu tout à l'heure une conférence de presse enfin, limitée aux journalistes haïtiens et canadiens avec le Premier ministre Mulroney et le Président Aristide. Alors, est-ce que vous pourriez dire un petit peu pour les journalistes qui n'étaient pas présents ce qui s'est passé?

LORTIE: Oui, mais je crois que...il y avait....c'était sur une base de pool ça. Alors, si vous voulez qu'on vous donne le tape, on va vous donner l'enregistrement de la déclaration très

- 21 -

précise du Président Aristide et et les mots du Premier ministre du Canada. Marie qui est là devrait être capable d'obtenir le tape pour donner exactement ce qui s'est dit. Alors comme ça vous pourrez le citer directement dans votre reportage plutôt que je le résume. N'oubliez pas de prendre les communiqués qui sont ici.

\*\*\*\*\*

## H. CONFÉRENCE DE PRESSE

M. Mulroney

NOV 21 '91 14:39

P02

- 1 -

**M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTD.**

80 QUEEN STREET • SUITE 800 • OTTAWA K1P 5Y7 — (613) 236-4898 — FAX (613) 236-3370

PROGRAM:  
EMISSION:

CONFERENCE DE PRESSE

DATE: LE 21 NOVEMBRE 1991  
DATE:

NETWORK / STATION:  
RESEAU / STATION:

BRIAN MULRONEY

TIME:  
HEURE: 10 H 55

AU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

BRIAN MULRONEY: ...une semaine productive. En deux mots, dimanche j'ai rencontré le président Delors avec qui j'ai discuté des négociations commerciales de la ronde de Uruguay, des pêches de la côte est, de la fameuse question de de Havilland et de la Yougoslavie. Lundi, j'ai rencontré le président Mitterrand et le premier ministre Cresson pour discuter du Sommet et d'affaires internationales comme la situation en Haïti et l'avenir de l'ancienne Union soviétique, les questions bilatérales telle que le litige frontalier sur la côte est et de questions comme la réunion prochaine de la Communauté européenne sur l'intégration économique et politique de l'Europe.

Au cours de la conférence j'ai eu des entretiens bilatéraux avec plusieurs autres dirigeants dont le président Diouf de Sénégal, le président Ariatide d'Haïti, le président Soglo, le président Niya(?), le président Illiescu(?) et le premier ministre Jugnauth de l'Ile-Maurice. Lors de la conférence même, j'ai livré au sujet des droits de la personne le même message que le mois dernier au Commonwealth. L'aide canadienne au développement sera de plus en plus

NOV 21 '91 14:40

P03

11/21/91

13:37

NO. 398

P003/012

- 2 -

canalisée aux pays qui respectent les droits fondamentaux de leurs citoyens.

J'ai dit la même chose dans nos entretiens bilatéraux, aussi bien aux pays qui risquent de voir notre aide diminuer qu'à ceux qui pourraient la voir augmenter en raison de cette approche. Nous avons transmis ce message, je pense, clairement et je crois qu'il a été bien compris. Avec la fin de la Guerre froide, les droits de la personne occupent de plus en plus de place dans les relations internationales. La déclaration de Chaillet qui a été rendu public aujourd'hui prend acte de ce changement tout comme la déclaration sur Haïti.

Together with others, we succeeded in laying the groundwork for a new institutional framework for the Sommet de la francophonie through the Agence de coopération. At the conference, several other worthwhile initiatives were launched including the Human Rights and Democracy Unit, the extension of TV5 into Africa, an immunization programme for children in developing countries, an extensive scholarship programme for students from developing countries, a network of legal clinics for women in the Third World, and a ministerial level committee to follow up on last fall's Children's Summit at the United Nations in New York. All in all, I'm satisfied that it has been a productive summit.

Et ça me ferait plaisir de prendre vos questions.

Q: (inaudible)...dans votre discours inaugural vous avez  
(inaudible)...qu'on aille plus loin (inaudible)...moyen  
de voir (inaudible)...reste aujourd'hui a simplement (inaudible)...entre

NOV 21 '91 14:40

P04

11/21/91

13:39

NO. 398

P004/012

- 3 -

le développement (inaudible)...votre initiative, votre proposition de la création d'une (inaudible)...

MULRONEY: Ah non. Attention. Oui, ça a été retenu et nous allons la financer. Et d'ailleurs, j'ai eu des entretiens avec le président du Bénin, le président, nouveau et jeune président du Mali, le président, le premier ministre du Congo et d'autres qui ont des programmes de démocratisation assez avancés. Et on a non seulement approuvé la position canadienne et québécoise, mais on a sollicité l'aide supplémentaire du Canada ainsi que la mise en application le plus rapidement possible de cette Unité de démocratisation.

On a demandé de l'appui, par exemple, d'Elections Canada et de l'argent pour financer des élections en Mali, par exemple, au mois de février prochain. Alors, non, je suis encouragé...au contraire, je suis très encouragé par ce que je crois être une démarche irréversible vers la démocratie dans tous les pays de la Francophonie.

Q: M. Mulroney, quelques jours à peine avant de quitter Ottawa votre sherpa, M. Lortie, me disant en séance d'information qu'il n'était pas question de répéter à Paris le discours de Harare, c'est-à-dire le lien entre la démocratie, la démocratie et l'aide au développement. Or, vous arrivez ici et vous nous dites exactement le contraire. Vous venez de le répéter maintenant. Pourquoi un tel changement en quelques jours?

MULRONEY: Alors, posez la question à M. Lortie.

NOV 21 '91 14:41

P05

- 4 -

Q: Si vous voulez.

MULRONEY: Hein? Comme Premier ministre du Canada je parle pour le gouvernement canadien. Des nuances, c'est pour des diplomates expérimentés comme un dénommé(?) Lortie, hein? Mais je vous ai dit mon ami Bringuier(?) que nous allons adopter sensiblement la même position à Paris qu'au Zimbabwe. Alors, peut-être Marc aimerait y ajouter un complément d'information.

LORTIE: Vous avez parfaitement raison M. le Premier ministre.

MULRONEY: Oui?

Q: (inaudible)...deux questions ont fait (inaudible)... du Sommet, c'est-à-dire au niveau de la dette des pays du Tiers Monde, est-ce qu'il y a eu un avancement (inaudible)...de cette dette? Et deuxièmement, dans le cadre des réunions avec la CE que vous avez eu en début de semaine, au niveau de la pêche y a-t-il eu un déblocage ou est-ce qu'on se dirige vers quelque chose à l'heure actuelle?

MULRONEY: En ce qui concerne les négociations sur la pêche, il y a effectivement toujours un dialogue. Et ce n'est pas, ça n'a pas débouché sur un règlement ou sur une confrontation à date, et ça va se maintenir dans les prochaines semaines. En ce qui concerne la dette, comme vous le savez, au Sommet de Québec en 1987 le gouvernement canadien a proposé une politique d'effacement de la dette africaine. Et

NOV 21 '91 14:42

P06

- 5 -

nous avons donc effacé complètement la dette de tous les pays francophones et tous les pays anglophones de l'Afrique.

Et ce geste a été suivi par la suite par la France, la Belgique, les Etats-Unis. Donc, c'était notre premier geste. Le deuxième c'est que nous appuyons la Grande-Bretagne. Le premier ministre Major a mis de l'avant la notion de ce qu'on appelle des modalités de Trinidad, «the Trinidad Terms», au Club de Paris qui aura pour effet de réduire et d'éliminer sensiblement la dette de plusieurs pays en voie de développement mais à une étape modestement supérieure aux pays les plus pauvres de l'Afrique.

Et il y a, par exemple, si je ne m'abuse trois pays de la Francophonie qui pourraient bénéficier des modalités de Trinidad de l'ordre de 43 millions de dollars en termes d'effacement de dette. Alors, nous procédons par une série de mesures afin de soulager les pays africains de ce fardeau épouvantable de la dette.

Oui Madame?

Q: (inaudible)...and they're asking for political asylum in Canada, and I was wondering what position the government of Canada has taken on this. Have you taken any position?

MULRONEY: Well, we haven't taken any decision. I just spoke to our ambassador in Haiti a few minutes ago before I came over here. They had not given us any demand for a request for political asylum or for...that we're aware of, or that I'm aware of. They are in our, the chancellery section of our embassy, and the ambassador will be

NOV 21 '91 14:42

P07

- 6 -

meeting with them in the next little while to see what can be worked out.

Q: So, why are there?

MULRONEY: Pardon?

Q: Why are they there?

MULRONEY: They're there, apparently, because they're protesting against the people who are at present, who have usurped authority. They are apparently perceived as enemies of, political adversaries of this group. And apparently they think that there is more security in seeking sanctuary on Canadian territory than there is on the streets of Port-au-Prince. I don't know. But we're following it up very closely.

Oui (inaudible)?

Q: Il y a une pression qui est considérable sur le gouvernement militaire actuel d'Haïti. Est-ce qu'il y a une action concertée des trois pays principaux, c'est-à-dire les Etats-Unis, la France et le Canada, pour exercer une pression supplémentaire sur le gouvernement actuel d'Haïti?

MULRONEY: Et le Venezuela, quatre pays.

Q: Quatre pays.

NOV 21 '91 14:43

P08

11/21/91 13:41

NO. 398

P008/012

- 7 -

MULRONEY: Parce que le président Carlos Andrez Perez joue un rôle absolument clef dans cette question. Et bien, nous sommes en train de fonctionner en vertu d'une entente qui affecte(?) l'Organisation des etats américains avec un embargo de plus en plus étanche et qui a des effets bénéfiques en ce qui nous concerne.

En deuxième lieu, la France, le Canada, les Etats-Unis et le Venezuela travaillent activement avec le président Aristide afin justement d'essayer de trouver des formules qui permettraient sa réintégration dans un avenir rapproché comme président. Et entre temps, de façon parallèle, nous posons d'autres gestes de nature à maintenir la pression sur les autorités qui ont usurpé le pouvoir politique en Haïti.

Michel?

Q: (inaudible)...mais premièrement, est-ce qu'il y a quelque chose en particulier pour le Canada dans la déclaration (inaudible)...deuxième question, c'est le Zaïre. Je pense qu'on en parle pas et le Canada...le Zaïre est plus gros client de l'ACDI. Est-ce que ça vous met pas un peu dans (inaudible)...compte tenu de la campagne que vous (inaudible)...

MULRONEY: Le Zaïre était parmi les plus gros clients de l'ACDI.

Q: (inaudible)...

MULRONEY: Etait. Nous allons, tel que je l'ai mentionné, nous allons affecter...nous allons utiliser l'argent des

NOV 21 '91 14:44

P09

11/21/91

13:41

NO. 398

P009/012

- 8 -

contribuables canadiens en faveur des pays qui pratiquent et qui défendent les droits de la personne. Jusqu'à nouvelle ordre, jusqu'à tout récemment du moins, c'était pas la politique au Zaïre. Alors, mais prenons par exemple un pays comme le Bénin ou le Congo ou le Mali où dans tous ces cas il y a des jeunes leaders sérieux qui s'efforcent par tous les moyens d'implanter la démocratie et le respect des droits de la personne sur leur territoire, d'avoir des élections démocratiques, de se donner des institutions démocratiques, de procéder avec des principes aussi simples, aussi importants que la protection, le droit de vote, la protection des libertés individuels, etc. Alors, nous allons mettre notre argent là au lieu d'ailleurs. Et je pense que c'est, c'est peut-être une façon appropriée d'utiliser des fonds publics canadiens.

Q: (inaudible)...

MULRONEY: Pardon?

Q: (inaudible)...

MULRONEY: En quel sens?

Q: (inaudible)...avec la déclaration (inaudible)...M. Mitterrand qui a dit (inaudible)...

MULRONEY: Oui, mais le...il a, il exprime un point de vue de la France. J'ai pourrais(?) vous donner une opinion du

NOV 21 '91 14:44

P10

11/21/91

13:42

NO. 398

P010/012

- 9 -

Canada sur un aspect particulier. Ca va?

Mme Gagnon?

Q: Est-ce que vous voulez dire que toute aide directe aux pays (inaudible) démocratique...et aussi, autre question, quelle est votre politique par rapport à l'aide qui passe par les ONG?

MULRONEY: Nous allons maintenir dans les pays qui en ont besoin un courant d'aide en faveur de ce pays mais en passant par les ONG, les églises, la Croix-Rouge, etc. On ne donnera pas de l'argent, on versera pas de l'argent entre les mains des gouvernements pour, qui l'utilisent à leurs fins.

Q: Prime Minister, we haven't seen the final communiqué yet, but one of Canada's objectives here was to present a declaration on human rights and democratization. Can you tell us what's become of that?

MULRONEY: It's been passed.

Q: Can you tell us what it says?

MULRONEY: You haven't got a copy of it, Peter?

Q: No.

MULRONEY: Vous en avez pas? Alors, c'est un...

NOV 21 '91 14:45

P11

11/21/91

13:43

NO. 398

P011/012

- 10 -

NON-IDENTIFIE: Je vais vous en donner une copie.

MULRONEY: Alors, c'est un problème de secrétariat. Je m'en excuse. La déclaration est là. On va vous la donner. C'est axée sensiblement sur les droits de la personne et la protection des droits de la personne la déclaration de Chaillot, mais on va vous obtenir une copie le plus rapidement possible.

Oui. Pardon Madame?

Q: (inaudible)...l'aide canadienne va être canalisée  
(inaudible)...est-ce que ça veut dire que l'argent global de l'aide canadienne va rester la même, va monter, va diminuer?  
(inaudible)...changé?

MULRONEY: Le montant d'aide du gouvernement canadien va augmenter et sera dépensé de façon différente. A peu près la moitié, à peu près la moitié...je pense, Monique, c'est, quoi, 40 pour cent s'en va en Afrique?

LANDRY: Quarante-cinq pour cent de l'aide bilatérale  
(inaudible)...vers l'Afrique.

MULRONEY: Quarante-cinq pour cent. Alors, le montant global changera dans le sens qu'il sera majoré comme il l'est d'année en année. Le montant sera majoré. Mais vous verrez, par exemple, plus d'argent affecté à un pays comme le Bénin ou ailleurs.

NOV 21 '91 14:45

P12

- 11 -

Q: (inaudible)...président Mitterrand disait la première aide(?) de la France (inaudible)...

MULRONEY: Pardon?

Q: Le président Mitterrand disait actuellement l'aide de la France est (inaudible)...où en est le Canada et (inaudible)...

MULRONEY: Bien, nous avons tous souscrit à l'objectif de 0,7 dixièmes d'un pour cent du produit national brut. Mais il n'a personne qui l'a atteint à date. La France... parmi les pays du G-7, la France est numéro, le Canada c'est numéro deux. Je pense que la France c'est, la France c'est .5 et le Canada, je pense que c'est .43. Et ça va dans ce sens-là. Les autres, les autres pays, bien, je pourrais vous fournir la liste, mais c'est d'une importance moindre.

Q: M. le Premier ministre, Michel (inaudible)...de la revue France (inaudible)...vous a familiarisé avec les (inaudible) de l'oppression, surtout dans les pays du Sud. Et comme nous sommes des journalistes du Nord on est assez familiers avec certaines règles de démocratie. Or, si vous canalisez l'aide du Canada vers des pays qui prendront des formes dites démocratiques, quels sont ces formes et en combien de temps? On pense, entre autres, au Bénin. Vous avez mentionné le Mali, le Congo. Or, pour que cette démocratie ne reste pas au niveau des vœux pieux, quelle forme cela pourrait-il prendre et à

6132363370 2

- 12 -

partir de quel moment cette aide serait-elle disponible, c'est-à-dire réorientée vers ces pays-là?

MULRONEY: J'ai... nous avons commencé hier. On a commencé avec des rencontres avec les présidents. Mme Landry et moi avons affecté des montants supplémentaires à ces pays à partir d'hier. Alors, quels sont les critères? Bien, la décision de tenir des élections, d'abord, la surveillance, la décision d'inviter des observateurs internationaux de surveiller ces élections, des programmes de protection des droits de la personne, des programmes en faveur de la condition féminine, les programmes en faveur de la protection des enfants. Voilà une série de critères objectifs selon lesquels nous allons prendre des décisions.

Q: Et vous rappellerez, M. Mulroney, que M. Broadbent deux mois après le Sommet de l'OEA s'est rendu à Washington et s'était inquiété de la définition un peu restrictive que faisaient les fonctionnaires de l'OEA, de cette unité de développement démocratique dont vous vous faisiez le promoteur à l'OEA. Il n'y a pas un danger qu'au sein même par exemple de l'Agence de coopération culturelle que les fonctionnaires de l'ACCT aient une définition un peu restrictive, et que M. Broadbent disait que finalement, un processus démocratique ne doit pas se réduire à la période électorale ou au processus électoral?

MULRONEY: Ecoutez, les montants que l'on affecte en vertu de

6132363370 2

.. 13 -

L'ACCT, c'est de l'ordre de 50 millions de dollars. Montant que nous affectons selon nos propres critères; annuellement c'est 2,8 milliards de dollars. C'est nos critères, les critères canadiens qui vont s'appliquer et c'est en vertu de ces critères que je viens de vous annoncer que nous prendrons certaines décisions. Alors voilà, je pense que ça couvre le problème.

Q: Prime Minister, I understand that yesterday you raised some concerns with President Aristide about allegations surrounding his own human rights record. I wonder how satisfied you are that he is the non-violent leader he professes to be and how he shows that profession is non-violent whereas with the allegations that he supports such activities as necklacing? And in general terms, how far does the mere fact of being democratically elected excuse that kind of behavior?

MULRONEY: Well, I suppose first of all everything is relative if you compare Father Aristide to his predecessors this would be like comparing Mother Theresa to Dracula, but for want of an elegant observation. The fact of the matter is that he's light years ahead. Now I think a lot of people were concerned by his statement that he made in his speech that certainly hinted at violence or the acceptance of violence which we found very unacceptable and I told him that. We've conveyed that to him from the very beginning. And now he has never been found guilty of that and he has repudiated the suggestion of it. But it is completely unacceptable for anyone concerned about human rights to even indulge in that kind of speculation if that's what it was.

6132363370 2

- 14 -

So I told him again yesterday that if he wanted Canada's help and if he thought Canada's help was worthwhile that they...that he would have to accept fully the inviolability of one's human rights and that involves staying away from statements like that that were made.

Oui, Madame?

Q: Je voulais poser une question que l'on a posée à deux, trois reprises, lors d'un dernier voyage (inaudible)...à Paris depuis plus de (inaudible)...et il y a un groupe qui, semble-t-il, demandait la double nationalité avec la France. Mais d'autres personnes ont parlé de ce projet en disant que partout au Canada, il y a des francophones qui, par exemple, auraient aimé travailler sur de grands projets d'envergure en Europe qui sont, quoi, le (inaudible)...ou des projets comme ça, on voulait des hommes bilingues...que si nous avions eu à ce moment-là pour ces francophones canadiens bilingues une double nationalité, ils auraient pu travailler dans ces grands projets. Et donc, à cause de temps(?), on a engagé plutôt des Néo-canadiens qui étaient soit, ou Espagnols ou Portugais ou en tout cas, qui portaient deux passeports, quoi. Alors, quand on a posé la question, on a dit, où en est la question puisqu'on l'a déjà posée en France, est-ce que ce dossier-là avance? Je ne pouvais pas y répondre, je vous renvoie la question, peut-être pouvez-vous répondre maintenant que vous avez...

MULRONEY: Donc, votre question se porte sur la double...

Q: Est-ce que la question de la double nationalité a déjà été posée ici en France et vous a-t-elle été déjà posée,

6132363370 2

. 15 -

c'est un groupe qui, semble-t-il, fait des pressions.

MULRONEY: Non, la question de la double nationalité se pose au Canada.

Q: (Inaudible)...des Français canadiens; enfin, c'est des Français...des Canadiens français.

MULRONEY: Oui, comme pour les Québécois qui seront indépendants et qui vont conserver la citoyenneté canadienne. Donc, ils seront citoyens d'un Québec indépendant plus, ils vont garder le passeport canadien; selon M. Parizeau. C'est la double...maintenant...

Q: Mais avez-vous, autant pour le Canadien du Manitoba ou de l'Alberta ou du Canada...les Français donc issus de familles françaises...à l'origine, on avait dit que les Français nés de descendance française en France, resteraient des Français. Ça, c'était une loi...

MULRONEY: Alors la question se poserait. Savoir si des citoyens québécois francophones auraient la nationalité française en Europe, n'est-ce pas? Pardon?

Q: Pas strictement Québécois francophones.

MULRONEY: Est-ce que ça impliquerait le service militaire obligatoire, la France...lorsque sur la Côte-Nord, ça

6132363370 2

- 16 -

risque d'être un élément.

Q: La question c'était est-ce que ça été posé en France?

MULRONEY: Non, cette question-là, Madame, n'a pas été soulevée, cette fameuse question de double nationalité a été évoquée par certains politiciens au Québec qui disent, bien, nous allons être indépendants mais nous allons conserver la citoyenneté d'un pays étranger. C'est tout ce que je sais.

Q: M. le Premier ministre, vous avez souhaité que la Francophonie se dote d'une espèce de secrétariat permanent qui ressemblerait un petit peu au Commonwealth Secretariat. Or, cette idée ne semble pas encore vraiment avoir été retenue ou très partiellement, est-ce que vous êtes déçu là-dessus? Deuxième question, vous avez parlé de l'affaire de Havilland avec M. Delors et j'imagine aussi avec les autorités françaises, est-ce qu'il y a une solution qui est envisagée et à quoi pourrait-elle ressembler?

MULRONEY: Le dossier de Havilland avance et est-ce que la solution serait essentiellement canadienne ou est-ce qu'il y a des partenaires français ou de l'Europe, je ne le sais pas. J'ai l'intention d'en discuter avec le premier ministre Rae, lundi en rentrant au Canada. Il a fait...M. Rae a fait des efforts importants en faveur de de Havilland, ici en Europe. Et le gouvernement canadien a fait un complément d'effort parce que de Havilland est d'importance vitale pour Toronto et pour toute la province de l'Ontario. En deuxième

6132363370 2

- 17 -

lieu, le Canada a proposé certains changements de structure, tout simplement pour des raisons d'efficacité, n'est-ce pas, et plus que le fonctionnement du Sommet de la francophonie. Et nous étions inspirés en quelque sorte par notre expérience au Commonwealth, où on a connu l'évolution d'un secrétariat qui donne lieu maintenant à une institution internationale qui fonctionne assez bien.

Alors, on a pensé que vu que nous avions déjà ce secrétariat à l'ACCT, que ça pouvait éventuellement devenir le secrétariat général de la Francophonie. Et je pense qu'on était engagé dans ce sens-là, dans cette voie-là. On est pas là encore mais il y a un progrès qui a été fait. Et je pense que M. Jean-Louis Roy qui est le directeur, le secrétaire général de l'ACCT fait un excellent travail, et éventuellement, c'est probablement ça qui va se passer.

Q: ...on parle de plus en plus d'autres (inaudible)...  
parce qu'à Paris, à Québec, on a parlé de langue et de culture (inaudible)...à se demander s'il est utile de parler de langue et de culture ou (inaudible)...se réunir (inaudible)...alors que la plupart des pays connaissent des véritables problèmes de développement économique. (Inaudible)...le développement économique et on sait que le Canada (inaudible)...depuis quatre ans, ils poussent au développement des affaires (inaudible) francophones. (Inaudible)...qui s'est tenu pour la première fois cette fois-ci à Paris (inaudible)...une proposition qui parle de la mise sur pied d'un (inaudible)...J'aimerais savoir comment les chef d'Etats justement ont (inaudible)...

MULRONEY:

Excusez-moi, Gilles...M. Lortie va...si vous voulez

6132363370 2

- 18 -

bien, M. Lortie qui était...

LORTIE: Très brièvement, d'abord le Forum francophone des affaires s'est réuni il n'y a pas très longtemps. Ils ont en effet passé un certain nombre de résolutions qui ont été, dont le Sommet a pris note, il a pris note de ces résolutions. Vous avez parfaitement raison, ce qui compte c'est de mettre ensemble les hommes d'affaires de tous les pays francophones et ils l'ont fait, ils ont développé des projets ensemble, des projets concrets, très précis et ça va se poursuivre, non seulement pour aider la grande entreprise mais principalement les petites et moyennes entreprises, ce qui a été retenu comme un thème très favorable. Et le Canada, d'ores et déjà, à travers le Forum francophone s'engage à développer des projets conjoints avec la petite et moyenne entreprise. Alors, le Sommet a donné son encouragement mais l'initiative vient des hommes d'affaires et des personnalités d'affaires, devrais-je dire.

Q: ...de savoir quelle portée sa contribution financière aux actions (inaudible) annuelles de 250 à 360 millions de (inaudible) inclus (inaudible)...

MULRONEY: Oui, la France contribue à peu près 40 pour cent du montant global. Le Canada contribue à peu près 32 pour cent. Ça se résume à ça. Pour la France, à peu près 40 pour cent, je pense. En tout cas, on vous donnera les chiffres, ces aux alentours de ça et les...c'est-à-dire les pourcentages puis on vous donnera les chiffres précis tantôt. Ça sera...le secrétariat va vous les fournir.

6132363370 2

.. 19 ..

Q: (Inaudible)...

MODERATEUR: Dernière question, s'il vous plait.

MULRONEY: O.K., vous venez de voir le secrétaire de presse!  
Dernière question. Pardon, Mme Bishop.

Q: Prime Minister, can I just ask you, did you fare better here at the Francophone Summit than you did at the Commonwealth with your message on human rights? And when you were talking to African leaders individually yesterday did any of them voice concerns that Canada might cut off aid to their countries?

Q: This is a brief follow-up to that, (inaudible)...Canada is doing here (inaudible)...more or less challenging the position of Britain(?)? One feels that Canada is challenging the position of France here as well.

MULRONEY: Well, we're not challenging anybody's position. We're just doing what we think is right. And at the Commonwealth we took a position that had, I don't think had been articulated that way before, but where we indicated very clearly that we were going to tie our development aid to those programs that promoted human rights and human dignity. And that provoked, as you know, in the Commonwealth some reactions of concern from some of the leaders who don't share that point of view. Here the reaction that I got was one of

6132363370 2

- 20 -

encouragement. I mentioned five or six countries whose leaders actively came to us and sought us out for meetings and said this is exactly what we've been waiting to hear. This is what we need. We've been fighting for democracy and human rights in our own countries and now to know that industrialized countries are going to assist us this way is very encouraging.

So I'm sure, Diana, that there were people who were unhappy with what I said but they kept it to themselves at least when we were there.

Q: (Inaudible)...any country (inaudible)...we cut off aid, immediately one thing...we will cut off aid if you don't meet a certain deadline...

MULRONEY: Well, we already have. We done it in Haiti, we've done it in Zaire, we've done it elsewhere. They know what we're going to do. So I've already articulated our policy.

Q: And are the specific deadlines attached to this here?

MULRONEY: It's already done. We don't set deadlines, we just do it and that's what we've done. Now I've indicated that the policy, I think Miss Gagnon asked a question about government to government. There are circumstances whereby we're going to judge it appropriate to work through the NGOs and through churches and the volunteer groups rather than government to government by maintaining flows of assistance to countries whose people need that assistance. But

6132363370 2

- 21 -

the government to government assistance will be terminated.

Q: The amount of government to government assistance, for example, would that be maintained but channelled through the NGOs instead?

MULRONEY: I'm sorry?

Q: Those amounts that go from government to government, would they be maintained in those regimes where they will be cut off but channelled through NGOs and the Red Cross and church organizations?

MULRONEY: Not necessarily, not necessarily. We could change the amount very substantially and funnel a more modest amount through the NGOs. We have countries where there are very substantial programs of aid and development that are placed in peril by the conduct of the government. And if the other industrialized countries followed through and many of them are doing that I think this brings a lot of influence to bear on the decisionmakers in those countries about changes that they have to make internally, domestically to measure up in the area of human rights. Otherwise, they're not going to be receiving this development assistance that, quite frankly, they require.

Q: (Inaudible)...du magazine France-Atlantique, magazine édité à Montréal et nous autres, nous avons fait des travaux qui sont utilisés par le gouvernement actuellement pour les

6132363370 2

- 22 -

(inaudible)...qu'est-ce que la situation, on sait très bien que c'est vous qui avez soulevé la question du Zaïre au Sommet au niveau des (inaudible)...qu'on s'est rendu compte que contrairement à ce qui aurait été prévu, c'est que la situation (inaudible)...la dictature qu'il y a au Zaïre (inaudible)...sans en avoir les moyens d'en finir (inaudible)...Est-ce que vous pensez vraiment que vous avez les moyens pour pouvoir aider les troupes zaïroises.

MULRONEY:

Ce que nous avons fait monsieur, c'était très simple.

Au mois de juillet 1990, à l'occasion du Sommet de Huston, j'ai prévenu le président Mitterrand que le Canada ne participera pas à un Sommet de la francophonie tenu au Zaïre. Que c'était inconcevable que le gouvernement canadien assiste à des accises au Zaïre, point à la ligne. J'ai pas menacé de couper nos contributions à la Francophonie. Mais en ce qui concerne le Sommet lui-même, le président Mitterrand a fait en sorte avec le président Diouf que le Sommet se tienne ici. Alors, bravo. En ce qui concerne nos programmes au Zaïre, il y a déjà des changements d'annoncés, c'est profondément malheureux si des citoyens du Zaïre sont affectés. On le déplore vivement. Mais c'est surtout le problème et la faute du président Mubutu, et pas du Premier ministre du Canada ou de mes collègues, n'est-ce pas? Mais nous allons maintenir, par le biais des ONG et des Eglises, des contributions qui favorisent la population du Zaïre.

Merci beaucoup.

\*\*\*\*\*

I. SCRUM

Mme McDougall

CIDA/HOLL

IFX WASHDC IMU IMC  
EEE LSR KCR UED UET

M/NP MNA/RM  
RA/RP  
SMIC

GMTN - PR

10010A DR URE URJ URR

**M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTD.**

60 QUEEN STREET • SUITE 600 • OTTAWA K1P 5Y7 — (613) 238-4695 — FAX (613) 238-3370

PROGRAM: SCRUM EMISSION:	DATE: ---- DATE:
NETWORK / STATION: RESEAU / STATION: ----	TIME: ---- HEURE: ----

MCDOUGALL SCRUM

MODERATOR: Would you like to say anything as a lead-in? Or shall we go right to questions?

MCDOUGALL: Well, we can go right to questions. I'm a little bit pressed for time. I could make a couple of general comments, but probably, I think you're reasonably well-informed on Canada, so why don't you just start with questions and maybe save that few minutes.

MODERATOR: Great. I thought we'd start with Mark. He was just in Canada, and I know...

Q: Which makes me an instant expert, actually.

MCDOUGALL: Yes, of course.

Q: My background isn't as deep as my esteemed colleague here, but I'll ask first about the environment. At the

- 2 -

'89 G-7 Summit in Paris, the so-called Green Summit, Canada supported strong action by industrialized countries to protect against environmental harm, including the greenhouse effect, and the US did not. I wondered if you could explain what priority Canada places on the environment as a foreign policy issue? And as an adjunct to that question, if you could explain what concrete steps Canada expects to come out of the Rio environmental summit in June '92, which I think you all have put a lot of emphasis on?

MCDUGALL: First of all we regard the environment as a significant issue, both in domestic terms and in international terms. It's becoming a very important part of our foreign policy. Certainly that's new, not just for Canada but I think for other countries as well, to be dealing in this kind of issue on an international basis. Or it's new with the kind of intensity that I think we're going to see over the next little while, not just on Canada's part, but the part of other countries as well. The...what we have done domestically and it has an impact internationally as well as on our foreign policy, is we've developed what we've called the Green Plan, which is a \$3 billion commitment to the environment over the next few years. And that...it's quite comprehensive and it goes right across the government in terms of all of our departments...External Affairs, Forestry, all of our departments are involved. So that I couldn't begin to list for you what the elements of that plan are, because they really...it really is very comprehensive.

The other thing that the Prime Minister was very active on was the acid rain file, in particular in getting an agreement with Mr.

- 3 -

Bush, with President Bush on acid rain, and we're pushing very hard for a successful conference in Rio. It will be obviously very large. It includes private sector and NGOs as well as government, so that in itself I think is providing a different kind of atmosphere. And I hope everybody has their hotel rooms because the number they now throw at me is 100,000 people are now coming to Rio. It was 40,000. I don't know how many people will be there. I've no idea, but it's going to be big. And there will be a fair number of heads of state.

In terms of concrete measures let me just say at this point that we're taking part in all the preparatory meetings. Our big concern about the conference is the potential for a split between the developed and developing countries. And I've raised this, the significance of the title, the United Nations Conference on the Environment and Development, in a number of international conferences, like the Commonwealth, for example, where...to try and reassure some of the developing countries that we meet on a regular basis in other regional or multilateral organizations, that the two don't have to be in conflict. I don't know how far we're getting on issues like that. I think there is still deep concern among African countries, India and Asian...the Asian developing countries, that somehow they're going to get, you'll pardon the expression, screwed by every stringent environmental guideline/strategy/communiqué/declaration...whatever we end up with.

But we'd like to see something on oceans. We've raised marine conservation in a number of places, and we've been very active on this through the G-7 as well, and worked very hard to get the mention of marine conservation in that communiqué in the summer. So we'll have a

- 4 -

number of focuses, that will be one of them. And that's the one that I'm the most interested in.

Q: Just a quick follow-up. Will success be defined by some sort of Convention or Institution being put into place regarding, let's say, the global warming issue, CFCs, or...

MCDUGALL: Well, it would certainly...I mean, we'd like to see some international convention on these topics, and global warming, climate change...we've been very involved in those issues as we...leading up to this. Success is progress, I think. And some countries are going to be pressing for greater progress than others. We want to see a heightening of the awareness of the environment. We'd like to convince the developing countries that sustainable development is now a reality and it's not just something that we're foisting on them for competitive purposes. So I think a change in the nature of the discussion or a change in attitude on the part of those countries would be part of a success as well as the signing of a document. And we won't know that until we get there.

Q: If you're interested in greater activism on issues like global warming, of course, in addition to the developing countries you have to bring along the US Administration which has been kind of slow on that (inaudible) it seems to me. Does Canada have significant differences with the US on an issue like that? And how are you arguing to kind of bring each other to an accord?

- 5 -

MCDUGALL: Well, we have a number of ways that we can do that.

I have not raised this with Mr. Baker myself. It's not an issue that I personally have discussed with the US government. But there are a number of issues that clearly are of concern back and forth. There's considerable American interest in the hydroelectric projects in Quebec, led by rock stars whose instruments use more power per second than...I'm a little cynical about this kind of thing. But the...that is an issue for us. There will be an environmental assessment of those projects and we are aware of that. So I think that is something that I know that many Americans are aware of and concerned about.

Our view is that we have pretty advanced environmental assessment legislation and it will be brought to bear on this as on other things. The...I think also the Great Lakes is an issue that we will be discussing with the US. The other thing that...the other issue is the Alaskan Anwar(?)...the Alaskan Wildlife Reserve, where we have made representations on it through our Ambassador, and through a personal letter from myself to Baker, but we haven't had any discussion directly about it.

Q: I'm not that familiar with that. What's the Canadian interest in the Anwar project?

MCDUGALL: Because the caribou don't know where the border is between Alaska and Canada, and they tend to cross it. And so it will have an impact on our wildlife as well as, and our oil industry isn't totally happy with our position on this any more than at ours. So there is...so that we've been very careful about how we've

- 6 -

phrased this, because we regard this as a US domestic issue. But, we do have cooperative agreements on how to deal with wildlife in the North, and we feel that the United States has not lived up to some of the measures of those agreements, but putting people on the board for example that can look at some of these issues.

So it's...what we're...we're trying to be very careful about raising the issue because we think it's an important one, but recognizing its domestic nature and sticking to, you know, the impact that it has on Canada and on Canadian wildlife and on the arrangements we have in place to deal with those issues.

Q:                   What are your other major disputes with the United States these days? I remember reading something about the lumber issue. Are there other little hassles that you're in (inaudible)...

MCDUGALL:           Well, not particularly. We, the free trade agreement is working quite well from our point of view and particularly the dispute settlement mechanism. There are...the softwood lumber issue is a big issue for us and we did not agree with the position that was taken by the administration. We both have strong domestic constituencies on this, on this file. There's certainly...it's come up recently again, but it's less...I mean, you know, we can put things on the table that show how the situation is different now than it was then. So that we see this as a political move within the United States to deal with its domestic community.

- 7 -

We want to ensure that our forest products industry doesn't suffer as a result of that. And the FTA provides means to deal with this and, I mean, we will take advantage of those means to (inaudible) that if we have to. The...just because we have a free trade agreement, doesn't mean that irritants go away. It simply gives us the mechanism to deal with them. And I think from that perspective it has worked reasonably well. And I think from that perspective it has worked reasonably well - not perfectly but reasonably well. That's why we wanted to enter into the North American Free Trade Agreement in that we see the broadening of the bases being in our interest.

Q: When I was covering Canada few years back one of the big things that the Mulroney government launched was a very major by Canadian terms, build up in defence. Now I presume that this is reversed. Does this effect your foreign policy...

MCDUGALL: Well it does yes. As trade does although neither trade nor defence are my ministries.

Q: No I know but...

MCDUGALL: But the...it does affect our foreign policy because defence is an instrument of foreign policy and particularly in Europe, through NATO. And where it became particularly to foreign policy was when we were talking about cutting back the size of our troops and closing some bases in Canada. And then we also were cutting back in Europe, so that there was...it's very difficult to close

- 8 -

bases at home, we have our politics too. And it's difficult to close bases at home and keep bases open abroad.

But it is in our interest to keep troops in Europe. We cut back quite considerably but more or less in line with what other countries are doing. So we...but all of the Europeans raised that with us. Interestingly enough the Eastern European, Poland and Czechoslovakia both raised it with me when I was there in the summer, that they were very anxious that there be a Canadian military presence in Europe, not because it's large but because to them it gives some confidence or some comfort around the fact that the Trans Atlantic Alliance continues to exist and this was just shortly after the coup. So they were going through a period of feeling insecure. And they both raised it with me as well as our native colleagues.

Q: Domestically is that a hard position to sell to the Canadian people now? It's difficult sometimes to convince Americans that we need to maintain a presence in Europe because of the collapse of the Soviet Union.

MCDUGALL: Yes, there are...it takes a little explaining. I think the fact that the coup in the Soviet Union and also the situation in Yugoslavia as well as the tension among the Republics in the Soviet Union, has I think opened some Canadian eyes to the fact that even though the cold war as we knew it is over, that the volatility that may result and the tensions that can result means that you know, there is a need for a military presence. I think that those were graphic

- 9 -

illustrations that just 'cause the cold war is over, doesn't mean that war is over.

There's been wars fought for 5,000 years and we've been extraordinarily fortunate I think in moving into a period of relative peace. But it doesn't mean that those tensions have gone away forever. And we've had, I've forgotten what the number is, but we've had a large number of wars since the end of World War II. We just haven't commandeered as much...mobilized the same extent on an international effort. But there have been a lot of wars and something like 25 million people have died as a result of war. So it's not over.

Q: Is there a lot of support in Canada for participation in the various UN peacekeeping operations?

MCDUGALL: Oh yes absolutely. This is our...Canadians invented this. And it is seen very much as a Canadian...something that Canadians do.

Q: The obligations are likely to multiply.

MCDUGALL: Yes, I know. I think that one of the things that we would like to do without reneging on any of our obligations at all, or our commitment to peacekeeping as an exercise, we would like to maybe shift a little bit into training other countries. And providing the experience, the expertise to others so that we can broaden them and the Japanese are going to get into peacekeeping. I mean that's something that we can do that we've got 30 years experience at and so

- 10 -

we're...that's at an early stage but it's something that we're going to discuss at the United Nations.

Cambodia for example, is going to be a huge operation and it's going to be lengthy. And the other thing is that in my view it is important that the countries of the region, whatever the region may be, should have a primary responsibility, not just in defence and security issues as the European community has taken in Yugoslavia, but also in a peacekeeping process. So that to provide some expertise to the countries in the region of Cambodia, is something perhaps that we could do. As I said it's at a very early stage and I couldn't really give you a detailed program for how this is going to be done. But it's something that we've been looking at for the last three or four months.

Q:                   What's your government's position right now with regard to aid to the Soviet Union? I think you expressed somewhat more interest than the United States has in direct aid to the Soviet Union. Where are you sort of with regards to that issue right now?

MCDUGALL:           Well first of all the aid that we...I don't have the figure sin my head although I can get them for you, but the aid that we put on the table at the G-7 in London was per capita well ahead of the other G-7 countries. If you look at export credits, technical assistance, wheat board, those are the three main elements but there are some others. And the Prime Minister has called for allowing the European bank for reconstruction and development and the Paris Club to become more involved in the issue and to provide more aggressively

- 11 -

assistance to the Soviet Union and we stand by that. We'd like to see that happen.

The...I gather that, I mean our people are in Moscow for the debt discussions right now. I haven't had a brief in the last two hours but I think there was something breaking on the news about what came out of that today. But we've been very active. We've had people in Moscow almost continually. Some of our senior finance people have been there almost continually over the last couple of months.

So we will do our share and we will urge that more be done where necessary. The difficulty is again that we don't want to see this done at the expense of the poorest countries, so that we intend to keep up our aid to Africa and to other countries. But most particularly Africa which is of central concern to Canada.

Q: You're something of a rarity, a female foreign Minister and probably the first in Canada if I'm not mistaken.

MCDUGALL: Second, Flora MacDonald, both Conservative...

Q: Who?

MCDUGALL: Joe Clark, Flora MacDonald was under Joe Clark.

Q: That's right, oh that's right.

MCDUGALL: It's always Conservatives that promote women.

- 12 -

Q: Does that make any difference?

MCDUGALL: I don't know whether...it doesn't to me. Whether it does to other people at the table, you'd have to ask them. I was in the investment business for 20 years before I was in politics so I'm used to being a female in a male environment. Because when I began in the investment business in the 60's, there weren't any women and so that's been a part of my life.

And certainly in those days it was far more uncomfortable for the men in the room than it was for me. Whether that's true today or not, I don't know.

Q: Let me ask you a question about, Mr. Mulroney took a stand at the recent meeting of the Commonwealth of Nations in Harare, in favour of linking foreign aid with civil rights.

MCDUGALL: Yes he did it again this week at Le Francophonie.

Q: And I'm wondering why Canada's pushing this point at this time and how that fits in with overall Canadian foreign policy.

MCDUGALL: Well what we want to see as part of our international or foreign policy objectives are the development of democracy, good governments, governants and promoting human rights. And we're looking at the tools that we hav at our disposal to do that. We

- 13 -

were behind for example, the development of the unit for democracy in the CSCE. We pressed very hard for that and the Organization of American States when we joined two years ago, and got a statement there in June. It was one of my first international meetings, which was in Santiago and where we established a unit for democratic development.

One of the other tools that we have at our disposal is foreign aid and what we are doing at the moment, and work is going on in my department, on developing guidelines. I mean if you're going to do that it can't be just...there's an incident somewhere today and therefore you pull your foreign aid. There has to be some transparency and some guidelines and some benchmarks as to what triggers an action. I think that, if you do it that way, then it provides an incentive for countries to improve their human rights records.

That work is going on now. We have essentially, by coming out strongly and publicly with this, first of all we're trying to urge other countries to do the same thing and secondly I think it's fair to say that, okay we're providing some notice that from here on this is going to be a factor. Now that can...it can also get done in a number of ways. We have an annual aid allocation process that we go through as to where our aid will go and that's a major exercise in funding. But we also deliver some government to government aid and some some NGO's and some through multilateral organizations. So that you wouldn't necessarily cut off all the aid that is going through the Red Cross or the Maison (inaudible) or the other humanitarian organizations that are working in poor countries.

But we are at the moment...I think we're going to come up

- 14 -

with something fairly innovative. It hasn't been done before but some kind of guidelines fairly soon in terms of how this will work.

Q: I was just wondering as a follow-up how this squares with the fact that Canadian foreign aid has declined and continues to decline over the last say 15 years. It's a smaller and smaller portion. How does that rank...

MCDOUGALL: Well it doesn't...it hasn't...I mean it's declined in relative terms but I mean, everything else has. We like other governments are feeling real budget constraints. I would like to get our aid figures up but we still have a pretty good aid record. I think we're the first or second highest in the G-7.

I mean the countries that do better are the Nordic countries on a per capita basis and so on. I think they're a percentage of GNP or they're relative to population their numbers are better than ours. But if you look at the highly developed countries in the G-7, we stuck out pretty well in terms of aid.

Joe Clark when he was foreign Minister, every year fought for more money for foreign aid and I will do the same thing. Give our budgetary constraints I think it's unrealistic to think that we're going to be able to increase the number of dollars very soon. But that means even more that you want to ensure that your dollars are going where you get the maximum benefit. If you can not only help to feed people and teach them new farming techniques and help them clean up their water supply, but also help to improve their human rights record with the dollars you spend, improve their prison conditions or their judicial

- 15 -

system, then you get a double hit and so it makes even more sense when there aren't a lot of dollars to go around that the countries that are struggling to build a democracy, that are working to develop more equitable judicial systems and so on that aren't mowing people down on the street. That that again becomes an incentive.

Q: You mentioned Africa a minute ago. Does Canada have some special or historical nexus with Africa? You mentioned that as an area of the Third World, you treat it with special priority. What's the background there?

MCDUGALL: Well through the Commonwealth and Le Francophonie we have links with Africa that the US wouldn't have for example and they go back a long way. And it was a Conservative Prime Minister once again who essentially...it was John Diefenbacher who essentially ensured that South Africa got kicked out of the Commonwealth.

So that it's not just the government but our party has a history of interest in this region, in this continent. We had a special ambassador to Ethiopia during the worst of the famines and channelled a lot of aid there. There was an agency published a paper the other day and I just saw a clipping of it, it's that Canada's policy towards Africa has not been consistent, or hasn't...you know it was that we've backed off our commitment. I was surprised to see it. I don't know what the organization is and I've asked for a copy of the report because really it has continued to be an area of some priority.

- 16 -

And I mean I was in Harare with Prime Minister and his group for the Commonwealth heads of government, we were there nearly a week. I headed the Commonwealth Foreign Ministers' Committee on apartheid in South Africa. I met...one of the first guests we had in Ottawa was the president of the African Development Bank who works very closely with our aid people and our trade people and we're trying to help build up some commercial links as well as aid links.

Q: Canada is sort of ranked as a middle power and has been relatively influential in conserving its economic clout or population clout if you like. If Canada was to split with Quebec falling off and this seems to be backing off, they seem to be backing away from this somewhat, what would it mean for your job?

MCDUGALL: Well first of all that's not going to happen, I mean or it will happen over my dead body and the dead body of the Prime Minister. It is not in anyone's interest that this country split apart including the people of Quebec. And you may have seen and heard lately that a lot of the messages that we are delivering across Canada are much tougher than they were. Around what this means for the economic future of Canada, let alone the foreign policy future, our influence in the world would clearly disappear but it would not be a friendly parting. I mean there've been a lot of assumptions in Canada that you can just split up a country and I think once again the Soviet experience is going to be instructive for Canadians in general, but I would include Quebeckers in that.

154

- 17 -

The tensions that are developing around how to resolve liabilities and assets and economic relationships, is not necessarily going to be a friendly one there. And in our country there will be no tolerance in English Canada, so-called, for a continuation of the kinds of economic and tax and links that we have within the union, within the federation. And the Prime Minister has said that Canada is not a buffet where you can pick what you want and leave the rest and the Quebecois or the PQ talk about how they'll keep the Canadian dollar and you know they'll continue to...I mean I think they've gone as far as to say they'll continue to get payments from...(inaudible) something ridiculous.

Q: (inaudible).

MCDUGALL: Yeah and the...I mean that just isn't going to happen. The people in British Columbia and Prince Edward Island aren't going to tolerate that for very long, let alone Ontario.

Q: Can I return just real quickly to the North American Free Trade Act and Mr. Mulroney has embraced this strongly and...but there are some pretty deep concerns I understand about the potential impact on a lot of industries but particularly the automobile and auto parts industry. Is Canada approaching this sort of debate and discussion with the United States and Mexico...seems to me it's approaching with a good deal more caution than it's publicly portraying. Is that a fair assessment or is...

- 18 -

MCDUGALL: No I don't think so. I think that we recognize that like the Free Trade Agreement, this is going to be a tough negotiating process. We have some things that...our cultural industries for example that are simply not on the table, period, full stop, not there. And we went through this the last time and we're prepared to go through it again.

We want to be a part of the North American Free Trade area and we think that's very positive for us. But in this negotiation as in other negotiations, we will protect our interests and the...I mean I think there are many ways in which Mexico for example can benefit from a Canadian presence not just politically and not just...but in the sense that some of the things that we have like expertise in energy, telecommunications and some of those things are going to be of great interest to Mexico. So we see this as very positive but we've been through this before. I mean trade negotiations are not easy negotiations.

MODERATOR: Time for one last question.

Q: As a member of the OAS has Canada been at all involved in resolving the matter in Haiti?

MCDUGALL: Absolutely, I was there with...when the Prime Ministers went. I was there...

Q: Could we have... I apologize but I need to get this particular answer on the record. This is an

- 19 -

important point for us. Thank you.

MCDOUGALL: We are relatively new members of the OAS but when Aristide...when the coup against Aristide succeeded, the Prime Minister was among the first to condemn it. We have a large Haitian population in Canada. We are a French speaking country. So our links with Haiti are very strong. And I mean you know our French radio networks and television networks go into Haiti so there's an historic link there.

The Prime Minister was among the first and probably the first to condemn the overthrow. We were part of the monitoring of the election. We...I went to the foreign Ministers' meeting, I was one of the eight Ministers that went to Haiti. I was with Scott. We led in asking for very strong sanctions. President Aristide this week is at the Francophonie, as the head of the government of Haiti and the Prime Minister met with him for half an hour. He's coming to Canada in the middle of December, I think. I have sat in the meeting with Mr. Aristide with the eight foreign Ministers from the UN. We developed our sanctions policy. We at this moment have 20 Haitians sitting in our Embassy in Port-au-Prince trying to get us to give them asylum. Oh yes, we're very involved.

And we feel very strongly about it. This is a place where...but you see the process is once again an instructive one. We're all reaching out to each other trying to develop democracies and the interesting thing about the OAS is how strongly the organization feels about this, many of whom have strong armies themselves. And who are new democracies and new to the market system. And so how we respond to Haiti

- 20 -

is very important to them as well and I mean I think this is an organization that can be really proud of the action it took. It was really quite an emotional moment for me when this all happened. And they have allies...you know many of the people...the foreign Ministers around that table at the OAS have been the subject...they've been leaders through repressive times in their own countries and...or least they've been in the opposition to repressive regimes in their own countries.

They have...some of them have been tortured themselves. So I felt in very good company with my colleagues from Latin America particularly and we...we're sticking together on this one and it's been very strong.

Q: How do you sanction the coup makers without also exacerbating the economic difficulties of what is already a desperately poor nation?

MCDUGALL: Well we once again have made exceptions for humanitarian aid. But I think that the leadership has to come to the conclusion, they have a responsibility to their democratically elected president and to their people and two go together. It is their responsibility to get this thing moving and so that they sanctions can be lifted. We made an exception for certain kinds of fish that are eaten almost exclusively in Haiti, so that our food supply...I've forgotten what they were, they were rice and wheat and I think there were quite a few, ours were...our particular one was fish.

And we're working very hard to try and bring the parties together because there has to be some flexibility on both sides in order

- 21 -

for the president to return in safety to lead his people. We are well aware of the record of human right violations and potential human rights violations of Mr. Aristide. What's going on now isn't any better and he was their elected leader and there are constitutional ways to deal with those violations. He finally has...and I'll close on this because what this has told us is that it is not good enough in a country with 200 years of an appalling history behind it, it's not good enough to go in and monitor an election that you have to stay and help the institutions work. Because nobody in Haiti trusts each other and I guess I better go.

But that is...so the next time we monitor an election we're going to discuss how to follow through.

\*\*\*\*\*

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20033166 1

DOCS  
CA1 EA 91S51 FRE  
Sommet de la francophonie (4eme :  
1991 : Paris, France)  
Le Sommet de Chaillot, Paris,  
France, 19 au 21 novembre 1991 :  
revue de presse electronique. --  
43261781